

L'Ukraine déchirée par les impérialistes



2015

Cahiers révolution communiste

- n° 28 *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 *La république des conseils en Hongrie en 1919*, 2019
- n° 26 *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, compilation 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 *Programme pour la France*, 2017
- n° 16 *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938
- n° 4 *M&R/VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 *Chili 1970-1973*, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
- n° 1 *Pour le communisme*, 2013



4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (p. 59)
3 euros auprès des militants du Groupe marxiste internationaliste

L'Ukraine déchirée par les impérialistes

1848 : la révolution européenne éveille la conscience démocratique et nationale.....	4
1905 : la naissance d'un parti nationaliste sous habits socialistes.....	5
1917 : le triple pouvoir en Ukraine.....	6
1918 : les nationalistes écrasent les ouvriers et vendent l'Ukraine à l'impérialisme allemand.....	8
1918 : les impérialismes vainqueurs livrent l'Ukraine à la Pologne	11
1919 : les nationalistes ukrainiens font allégeance à l'impérialisme français.....	12
1920-1929 : l'autonomie de l'Ukraine et l'ukrainisation.....	14
1923-1927 : la contre-révolution bureaucratique et la question nationale.....	16
1928-1933 : la collectivisation de l'agriculture et l'Holodomor.....	18
1926-1939 : le fascisme polonais et la minorité ukrainienne.....	18
1929 : transformation du nationalisme ukrainien en fascisme.....	19
1929-1941 : la russification et les purges en Ukraine.....	20
1939 : Trotsky se prononce pour l'indépendance de l'Ukraine.....	21
1940 : l'invasion de la Pologne et de la Finlande.....	24
1941 : l'invasion de l'URSS par l'impérialisme allemand.....	26
1941-1944 : la complicité des nationalistes ukrainiens avec les nazis.....	28
1941-1945 : le sabotage de la révolution européenne.....	31
1944-1946 : la déportation des Tatars de Crimée et des Polonais d'Ukraine.....	33
1953-1964 : l'Ukraine et la Crimée à l'époque de la « déstalinisation ».....	35
1964-1989 : l'Ukraine emportée dans le déclin de l'URSS	37
1989-1992 : la classe ouvrière d'URSS paralysée faute de parti propre.....	39
1991-2009 : la bourgeoisie ukrainienne en équilibre instable.....	45
2009 : les pressions opposées des bandits impérialistes s'accroissent.....	48
2013 : les manifestations chassent le président Ianoukovitch.....	49
2014 : l'Ukraine est amputée de la Crimée.....	51
2014 : la Russie et les États-Unis poussent à la guerre civile.....	53
Ni Maidan, ni la sécession ne constituent une révolution sociale.....	57
Pour la révolution socialiste afin d'en finir avec la guerre inter-ethnique et l'immixtion des impérialistes.....	61

Tout nationalisme se justifie par des reconstructions fabuleuses de l'histoire. Le nationalisme ukrainien, comme les autres, fait feu de tout bois. Dans son cas, il n'y a guère de combustible. La population qui parle ukrainien, un idiome slave proche du polonais, du russe et du biélorusse, a toujours été entremêlée à d'autres et n'a aucune continuité étatique.

1848 : LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE ÉVEILLE LA CONSCIENCE DÉMOCRATIQUE ET NATIONALE

La population parlant ukrainien se trouve répartie au 19^e siècle entre deux États monarchiques : une petite partie est rattachée à l'Empire austro-hongrois (la Galicie), la plus grande relève de l'Empire russe (la Petite Russie ou Ukraine orientale). Jusqu'à la révolution européenne de 1848-1849, la noblesse cosaque était largement polonisée ou russifiée et à l'autre pôle, les paysans parlaient ukrainien, mais sans influence.

Stimulé par l'exemple polonais et la révolution de 1848, le particularisme ruthène-ukrainien s'affirme dans les deux États. À l'est, une nouvelle classe urbaine, la petite bourgeoisie des fonctionnaires et des travailleurs indépendants, va lever l'étendard identitaire, d'abord par l'intermédiaire de ses fils qui étudient à l'université de Kiev ou de Kharkiv. Ces derniers créent une littérature en langue vernaculaire, alors qu'auparavant, les écrivains ukrainiens comme Nikolai Gogol s'exprimaient en russe. À l'ouest, la lutte nationale passe aussi par la défense de l'ukrainien mais elle prend une tournure plus conservatrice, étant portée par le clergé gréco-catholique. Lors de la révolution européenne de 1848, celui-ci crée en Galicie un Grand conseil ruthène qui sollicite de l'empereur d'Autriche-Hongrie l'autonomie. Des oukases des tsars, en 1876 et en 1893, interdisent la langue ukrainienne et le mot même d'Ukraine (il n'y a officiellement qu'une Petite Russie aux côtés de la Grande Russie). La Biélorussie ou Belarus (alors nommée Russie blanche) partage le même sort.

Le nationalisme ukrainien naissant ne trouve guère d'appui dans la bourgeoisie russe qui émerge, même de la part de sa fraction « libérale » (au sens de démocratique). En effet, le principal parti bourgeois de la Russie, le Parti constitutionnel-démocrate (PKD, Cadets), se refuse à mettre en cause l'unité de l'empire.

Porté par des intellectuels, magnifiant des épisodes historiques lointains (la Rous du 11^e siècle, l'Hetmanat cosaque du 17^e siècle) et surtout sur la langue parlée dans les campagnes, le but du nationalisme est de fonder un État distinct permettant l'épanouissement d'une bourgeoisie ukrainienne pouvant exploiter sans entrave sa propre classe ouvrière et sa propre paysannerie. Bien que revendiquant les mêmes références historiques, la même langue, le même territoire, le mouvement nationaliste reste longtemps clivé par la frontière qu'il prétend abolir.

Apparu en 1890, au sein de l'Empire autrichien, le Parti radical ruthénien-ukrainien revendique l'autonomie. En 1900, au sein de l'Empire russe, le Parti révolutionnaire ukrainien (RUP), fondé par des étudiants, avance d'emblée l'indépendance.

Une fraction du RUP rejoint en 1904 le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) semi-clandestin, basé sur le marxisme et affilié à la 2^e Internationale. Pour unir tous les travailleurs de l'Empire russe, celui-ci se prononce pour le droit à la séparation des nations opprimées.

Dans le projet de programme du parti, nous avons présenté la revendication d'une république dotée d'une constitution démocratique, garantissant, entre autres, la « reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations dont se compose l'État »... (Vladimir Lénine, « La question nationale dans notre programme », juillet 1903, Œuvres, Progrès, t. 6, p. 475)

Néanmoins, à la différence des nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois, le parti ouvrier n'a pas pour but l'indépendance, la séparation des minorités nationales, la multiplication des États. Pour le POSDR, le droit à la séparation est une revendication démocratique dressée contre le tsarisme et le moyen d'unifier les travailleurs de tout l'État russe.

Nous devons toujours et inconditionnellement tendre à l'union la plus étroite de toutes les nationalités et c'est seulement dans des cas particuliers, exceptionnels, que nous pouvons exposer et soutenir activement des revendications tendant à la création d'un nouvel État... (Vladimir Lénine, p. 475)

1905 : LA NAISSANCE D'UN PARTI NATIONALISTE SOUS HABIT SOCIALISTE

À l'ouest de l'Ukraine, le Parti radical ruthénien-ukrainien scissionne entre un parti nationaliste bourgeois, le Parti démocratique national (NDP) qui s'en tient à l'autonomie au sein de l'Empire autrichien, et un parti nationaliste petit-bourgeois, le Parti social-démocrate ukrainien (USDP) qui revendique l'indépendance. À l'est, en 1905, à l'occasion de la première révolution russe, Volodymyr Vynnytschenko et Simon Petlioura renomment le RUP Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USD RP).

Les premières années du 20^e siècle virent la croissance, là comme ailleurs en Russie, d'une intelligentsia inspirée par le modèle de la démocratie libérale, qui s'accommodait assez bien du nationalisme ukrainien... Incapable d'un appel social-révolutionnaire aux masses, il ne pouvait compter que sur son appel nationaliste. (Edward Hallet Carr, La Révolution bolchevique, t. 1, 1950, Minuit, p. 297)

Malgré l'étiquette « social-démocrate » dont ils se parent, l'USDP et l'USDRP n'ont rien de communiste car ils prétendent tracer une voie purement nationale, indépendante à la fois de la bourgeoisie et du prolétariat.

En France, les petits bourgeois républicains se parent aujourd'hui de nom de « socialistes »... Du reste, il va de soi que le changement de nom de ce parti ne modifie en rien son rapport aux travailleurs, mais prouve simplement qu'il est actuellement obligé de prendre appui sur le prolétariat pour faire front contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme. (Friedrich Engels & Karl Marx, « Adresse du comité central à la Ligue des communistes », mars 1850, *Œuvres*, Gallimard, t. 4, p. 550)

L'USDRP et l'USDP sont parents, à cet égard, de leurs rivaux nationalistes de Russie et de Pologne qui s'affublent « socialistes » : le Parti socialiste révolutionnaire (PSR de Roubanovitch, Tchernov, Azev...) et le Parti socialiste polonais (PSP de Limanvoski, Pilsudski...).

L'oubli du point de vue de classe, l'obscurcissement de ce point de vue par le chauvinisme... voilà ce qui ne nous permet pas de voir dans le PSP un parti véritablement ouvrier social-démocrate. (Vladimir Lénine, « La question nationale dans notre programme », juillet 1903, *Œuvres*, Progrès, t. 6, p. 482)

Les partis petits-bourgeois irrédentistes à phraséologie socialiste sont très différents des partis prolétariens internationalistes tels la Sociale-démocratie de Pologne et de Lituanie (SDPK de Marchewski, Jogiches, Luxemburg...) ou le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR de Plekhanov, Lénine, Martov...).

Tant en Galicie qu'en Ukraine orientale, le mouvement national se développe par la jonction entre les classes intermédiaires des villes et des campagnes. Les petits bourgeois instruits trouvent un écho chez les paysans par la diffusion de publications en ukrainien, l'organisation en coopératives, à travers les salles de lecture à l'ouest et les zemstvos (assemblée provinciale censitaire) à l'est... De nombreux paysans polonais et ukrainiens se heurtent aux commerçants, aux usuriers et aux intendants juifs des propriétaires absenteïstes.

Dans la vague révolutionnaire qu'engendrera la 1^{re} guerre mondiale, les nationalistes à prétention sociale vont se dresser contre le pouvoir des soviets et se vendre à l'Allemagne et à l'Autriche, puis à la France et à la Pologne ; dans le contexte contrerévolutionnaire de l'apogée du 3^e Reich, la variante fasciste du nationalisme ukrainien se prostituera à l'Allemagne et servira même d'auxiliaire à l'extermination des Juifs et des communistes.

1917 : LE TRIPLE POUVOIR EN UKRAINE

La révolution des ouvriers et des soldats de 1917 à Petrograd et Moscou abat la monarchie absolue. En Russie, il naît un double pouvoir entre le gouvernement provisoire et les conseils de soldats et de travailleurs

(soviets). En Ukraine, l'influence des deux partis issus du POSDR, le POSDR menchevik et le POSDR bolchevik, est limitée aux travailleurs salariés des villes.

Dans toute la Russie, la force des bolcheviks résidait dans la population des villes et les ouvriers d'industrie... En Ukraine, ces groupes étaient non seulement numériquement faibles mais étaient en majorité grands-russes... Ces faits donnaient au bolchevisme en Ukraine le double handicap d'être un mouvement étranger en même temps qu'un mouvement de citadines. (Edward Hallet Carr, La Révolution bolchevique, t. 1, 1950, Minuit, p. 296)

Les partis petits-bourgeois « socialistes » imprégnés de nationalisme saisissent l'occasion de fonder la Rada qui va servir d'assemblée constituante.

En Ukraine, on peut dire qu'il y avait un « triple pouvoir », en ce sens que le gouvernement provisoire panrusse et les soviets rivalisaient avec les nationalistes ukrainiens pour le pouvoir. Le 17 mars 1917, deux jours seulement après l'abdication du tsar et un jour après la formation d'un soviet à Kiev, les militants ukrainiens de la Société des progressistes ukrainiens mirent sur pied leur propre institution, la Rada (conseil en ukrainien) centrale... Tous les principaux partis politiques ukrainiens, désormais autorisés à mener leurs activités politiques, envoyèrent des délégués à la Rada centrale. (Paul Kubicek, The History of Ukraine, 2008, Greenwood Press, p. 80)

La Rada est présidée par l'intellectuel Vinnichenko. Elle est organisée par l'aventurier Petlioura. Elle regroupe le Parti ukrainien des socialistes fédéralistes (UPSF) hostile à la saisie des terres par les paysans, le Parti ukrainien des socialistes révolutionnaires (UPSR) lié au PSR de Russie, le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDR)...

À la chute de l'autocratie, une sorte d'assemblée nationale ukrainienne, la Rada, se constitua bientôt qui entra en conflit avec le gouvernement provisoire du prince Lvov. L'Ukraine exigeait une large autonomie. Les bolcheviks furent les seuls à soutenir sa revendication. (Victor Serge, L'An I de la révolution russe, 1930, Maspero, t. 1, p. 126)

Tous formellement socialistes ou sociaux-démocrates, le véritable dénominateur commun des partis de la Rada est le nationalisme.

En juillet 1917, il y eut des élections municipales. Les partis ukrainiens réussirent dans les campagnes, mais reçurent moins de 10 % des voix dans les grandes villes, qui étaient surtout peuplées de Juifs et de Russes. Les partis ukrainiens échouèrent particulièrement l'est russe de l'Ukraine qui, avec une classe ouvrière significative, gravitait vers les partis à référence marxiste. (Paul Kubicek, The History of Ukraine, 2008, Greenwood Press, p. 82)

Malgré tout son verbiage socialiste, la Rada s'oppose à la réforme agraire.

*Les paysans, qui étaient probablement moins intéressés dans des idées abstraites du type autonomie ukrainienne et davantage par leur situation économique. À l'automne 1917, les occupations sauvages de terres par les paysans étaient devenues habituelles. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 82)*

Le gouvernement provisoire grand-russe de Kerenski (PKD-PSR-POSDR menchevik), qui veut maintenir l'unité nationale, poursuivre la guerre impérialiste et préserver la propriété privée, est renversé par l'insurrection d'octobre 1917. Alors, les nationalistes petits-bourgeois ukrainiens se dressent contre le gouvernement ouvrier et paysan russe.

*Les soviets ouvriers d'Ukraine marchaient avec ceux de la Grande-Russie. Le soviet de Kiev avait formé dès le 22 octobre, afin de prendre le pouvoir, un Comité révolutionnaire. Le soviet et la Rada firent bloc un moment contre les cadets, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires russes de la municipalité de Kiev qui défendaient le gouvernement provisoire de Kerenski. La cause de Kerenski perdue, un autre bloc se réalisa sur l'heure : les cadets, le parti de la haute bourgeoisie russe, se joignirent cette fois à la Rada contre le bolchevisme. (Victor Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1930, Maspero, t. 1, p. 126-127)*

1918 : LES NATIONALISTES ÉCRASENT LES OUVRIERS ET VENDENT L'UKRAINE À L'IMPÉRIALISME ALLEMAND

Le 7 novembre 1917, au lendemain de la révolution d'Octobre, la Rada proclame une République démocratique ukrainienne, avec son drapeau bleu et jaune, son hymne et sa monnaie (la hryvnia). Elle est immédiatement reconnue par la France et le Royaume-Uni. Les nationalistes petits-bourgeois sont plus complaisants à l'égard des blancs contrerévolutionnaires qui veulent opprimer l'Ukraine qu'envers les rouges.

La Rada accordait aux officiers blancs et aux troupes rejoignant le Don le libre passage sur son territoire, refusait ce droit aux troupes rouges dirigées vers le sud, désarmait les formations soviétiques. (Victor Serge, p. 128)

En décembre 1917, le gouvernement soviétique reconnaît l'indépendance de l'Ukraine mais exige en contrepartie que la Rada affronte les troupes contrerévolutionnaires du général russe Kornilov et de l'ataman cosaque Kaledine. Face à l'ultimatum, les nationalistes ukrainiens hésitent alors entre l'Entente (en particulier la France) et la Triplique (dont les armées occupent une partie de la Biélorussie et de l'Ukraine).

Depuis décembre 1917, il y avait des négociations secrètes sur un traité de paix avec les Allemands en progression. Les Allemands et les Autrichiens étaient favorablement disposés à un démembrement de l'Em-

pire russe et par conséquent à la création d'États plus petits et plus faibles à leurs frontières orientales. (Paul Kubicek, The History of Ukraine, 2008, Greenwood Press, p. 83)

Un congrès pan-ukrainien des ouvriers, paysans et soldats se réunit en décembre 1917 à Kharkov ; mais n'a guère d'autorité. Les ouvriers qui se soulèvent en janvier 1918 à Kiev sont exterminés par la soldatesque nationaliste, ce qui démasque le « socialisme » de la République démocratique ukrainienne.

Le 12 janvier, à Kiev, 5 000 ouvriers bolcheviks se soulèvent pour proclamer le pouvoir des soviets. En face d'eux, une garnison de 30 000 soldats dits « petliouristes », du nom de Simon Petlioura, chef nationaliste et socialiste chargé par la Rada d'organiser l'armée nationale... Les soldats petliouristes ne font pas de prisonnier : quiconque est pris sur ou derrière une barricade est immédiatement fusillé. (Jean-Jacques Marie, Histoire de la guerre civile russe, 2005, Tallandier, p. 49)

L'armée du pouvoir des soviets, commandée par le colonel Mouraviev, du PSR de gauche, vainc celle des nationalistes bourgeois. Ceux-ci se rallient alors à la bourgeoisie impérialiste allemande. Avec la complicité des nationalistes ukrainiens, les armées allemande et autrichienne jouent, comme fraction de la bourgeoisie mondiale, un rôle contre-révolutionnaire.

Le rôle joué par les troupes allemandes, durant l'année 1918, dans les États frontières russes, ne peut faire de doute. En Finlande, les Allemands avaient été les bourreaux de la révolution ouvrière. Dans les provinces baltes, il en avait été de même. Ils avaient traversé toute l'Ukraine, dispersant les soviets, massacrant les communistes, écrasant les ouvriers et les paysans. (Lev Trotsky, Entre l'impérialisme et la révolution, 1922, La Taupe, p. 65)

Néanmoins, elles le font à leur compte, en tentant de s'emparer des richesses de l'Ukraine. En février 1918, la Rada participe aux négociations de Brest-Litovsk (aujourd'hui Brest, en Biélorussie).

La Rada fit demander directement, par sa délégation de Brest-Litovsk, aux gouvernements des puissances centrales, une assistance militaire contre les soviets, qui venaient de triompher sur tout le territoire de l'Ukraine. C'est ainsi que la démocratie des petits bourgeois de l'Ukraine avait dans, sa lutte contre la classe ouvrière et les prolétaires paysans, volontairement ouvert la porte à l'invasion étrangère. (Lev Trotsky, L'Avènement du bolchevisme, 1919, Maspero, p. 144)

Si la Garde rouge, composée de travailleurs volontaires, se comporte bien face aux armées allemande et autrichienne, le gros de l'ancienne armée russe s'effondre.

Lénine finit par l'emporter au sein du Parti bolchevik. La paix est conclue en mars par le traité de Brest qui livre toute la Pologne, la Finlande, les

pays baltes, l'Ukraine et la Crimée à la domination impérialiste. Le PSR de gauche quitte le gouvernement soviétique russe et revient à la terreur ; le Parti communiste (nouveau nom du Parti bolchevik), divisé lui-même, se retrouve désormais seul au pouvoir. Les empires allemand et autrichien, qui escomptent mettre la main sur le blé et le charbon de l'Ukraine et déplacer les troupes vers le front de l'ouest, sous-estiment la révolution sociale.

Après la signature du traité avec les bandits impérialistes, Trotsky, d'origine juive et ukrainienne, organise l'Armée rouge pour affronter les troupes monarchistes (les « blancs ») ainsi que les multiples interventions militaires étrangères (Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Chine, Estonie, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Japon, Pologne, Roumanie, Serbie et Tchécoslovaquie). Des armées « vertes » de paysans s'opposent aux « blancs » qui veulent leur reprendre les terres et aux « rouges » qui réquisitionnent leurs récoltes et leurs montures.

Les réquisitions obligeaient les paysans à prendre les armes. Les partis de la petite bourgeoisie, socialistes-nationalistes, supportaient mal l'humiliation nationale et traduisaient le mécontentement des masses rurales. Les organisations clandestines des bolcheviks continuaient le combat dans les centres ouvriers. Les socialistes-révolutionnaires de gauche commettaient des attentats terroristes. Des francs-tireurs haïdamaks, des partisans rouges (soviétiques) et noirs (anarchistes) tenaient la campagne. (Victor Serge, L'An I de la révolution russe, 1930, Maspero, t. 3, p. 34)

L'Ukraine sombre dans le chaos.

Les Austro-Allemands entrent en Ukraine avec vingt-neuf divisions d'infanterie et quatre divisions et demie de cavalerie, au total entre 200 000 et 250 000 hommes... L'Ukraine attire les aventuriers de la Russie entière. De petites armées locales se formaient sous un drapeau de parti... L'influence et l'organisation du Parti bolchevik laissaient beaucoup à désirer ; des conflits se produisaient en son sein entre Ukrainiens et Russes... Les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche, souvent unis, déployaient une grande activité... Les légions tchécoslovaques évoluaient au cœur du pays. Des colons allemands se soulevaient. Des haïdamaks, francs-tireurs nationalistes, tenaient la campagne, çà et là... (Victor Serge, t. 1, p. 202-203)

Les nationalistes bourgeois ukrainiens se font bernier par l'envahisseur. En avril 1918, l'état-major allemand disperse la Rada et reconnaît la dictature du général russe Skoropadski, mise en place avec le soutien des capitalistes et les propriétaires fonciers. L'hetman proclamé censure la presse et interdit les grèves, veut restituer les terres aux propriétaires fonciers et rétablir l'ordre. Non sans mal.

1918-1919 : LES IMPÉRIALISMES VAINQUEURS LIVRENT L'UKRAINE À LA POLOGNE

Tout en appuyant la contre-révolution de la bourgeoisie et de l'aristocratie russes qui veut détruire les soviets et soumettre les minorités nationales, les gouvernements américain, britannique et français s'efforcent de ressusciter la Pologne.

*Le 3 juin 1918, la conférence interalliée déclara que « la création de la Pologne réunie, indépendante et ayant accès à la mer, constitue une des conditions d'une paix durable ». (Tomasz Nalecz, « La renaissance et la consolidation de la Pologne indépendante », dans François Bafail, *La Pologne*, 2007, Fayard-Cerf, p. 60)*

En octobre 1918, la révolution prolétarienne, longtemps espérée par tous les bolcheviks, éclate en Allemagne et en Hongrie. Les soldats allemands et autrichiens qui occupent l'Alsace, la Belgique, la Biélorussie et l'Ukraine n'aspirent qu'à rentrer chez eux.

Les contingents polonais de l'armée autrichienne se soulèvent à Cracovie. Les nationalistes saisissent l'occasion de proclamer l'indépendance de la Pologne. De même, le Conseil national ukrainien de l'Empire austro-hongrois en dislocation proclame, le 1^{er} novembre 1918, la République populaire ukrainienne occidentale. Aussitôt, l'armée bourgeoise polonaise, à peine constituée, tente d'écraser le micro-État ukrainien.

*Au même moment, en Galicie orientale, le gouvernement ukrainien se constitua, s'étendant jusqu'à la rivière San. Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, il s'empara de Lviv. Les Polonais organisèrent la résistance et la ville connut des affrontements durant trois semaines... Ainsi, les premiers combats de la République polonaise renaissante ne l'opposèrent pas aux envahisseurs, mais à une nation qui habitait sur ses terres depuis des siècles et qui aspirait à ce moment-là à la même chose que les Polonais : la liberté. (Tomasz Nalecz, *La Pologne*, p. 61)*

Comme l'armée allemande s'en prend à la Pologne, la République ukrainienne occidentale bénéficie d'un sursis de décembre 1918 à février 1919. Ensuite, l'armée polonaise rouvre le front est, contre les Ukrainiens de l'ouest. Les aspirations nationales ukrainiennes sont sacrifiées aux priorités du moment des bourgeoisies française et étatsunienne.

*À l'ouest, l'Armée de Galicie ukrainienne mena une contre-offensive contre les Polonais, mais ses efforts furent vains. En partie, cela résulta du succès des Polonais à obtenir le soutien occidental à leur cause, la coalition victorieuse choisissant d'appuyer les Polonais en contre-poids à l'Allemagne et à la Russie bolchevik... L'autodétermination, un des principes du président étatsunien Woodrow Wilson, ne fut pas appliquée aux territoires ukrainiens. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 86)*

La République populaire occidentale est affaiblie par son incapacité à satisfaire la soif de terres des paysans ukrainiens et par le soulèvement des ouvriers du centre industriel de l'ouest, Drogobytch. Elle n'est guère aidée par les nationalistes de l'est, ceux de la République populaire ukrainienne.

*Pour vaincre les Ukrainiens, les Polonais pouvaient compter sur une armée de 100 000 soldats entraînée et équipée en France... Les Ukrainiens de l'ouest se tournèrent vers la République populaire ukrainienne pour obtenir de l'aide, mais en vain. Elle était elle-même en situation difficile face à différentes armées. Les deux gouvernements avaient en outre des orientations géopolitiques distinctes. Alors que les Ukrainiens de l'ouest espéraient que leurs compatriotes de l'est les aideraient dans leur lutte contre les Polonais, les chefs du Directoire, qui contrôlaient la République populaire ukrainienne, considéraient les Polonais comme des alliés dans leur propre conflit avec la Russie dominée par les Bolcheviks. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 87)*

Au même moment, la Bucovine, peuplée d'une minorité ukrainophone, est incorporée à la Roumanie naissante. La Ruthénie subcarpatique, majoritairement ukrainophone, est envahie en juillet 1919 par l'armée de la nouvelle Tchécoslovaquie.

1919 : LES NATIONALISTES UKRAINIENS FONT ALLÉGEANCE À L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

La révolution prolétarienne allemande met aussi fin à l'occupation militaire de l'Ukraine orientale. Les conseils de soldats allemands organisent le retour au pays des travailleurs sous uniforme. Sans la protection impérialiste, Skoropadski est chassé.

*L'autorité de Skoropadski sur l'Ukraine se prolongea jusqu'à l'effondrement militaire allemand de novembre 1918... Des éléments de l'ancienne Rada se rétablirent eux-mêmes à Kiev comme « directoire ukrainien » avec Vinnichenko comme président et Petlioura qui désormais apparaissait dans le personnage du candidat-dictateur comme commandant en chef. Une fois de plus, on demanda l'aide française. (Edward Hallet Carr, *La Révolution bolchevique*, t. 1, 1950, Minuit, p. 306)*

En novembre 1918, les soviets réapparaissent tandis que l'USDRP tente de restaurer la République populaire ukrainienne sous l'autorité d'un Directoire non-élu où siègent les nationalistes Volodymyr Vinnichenko, Simon Petlioura, Isaak Mazepa...

Deux pouvoirs rivaux se constituent simultanément dans ce chaos sanglant : le directoire nationaliste et le gouvernement soviétique. La petite bourgeoisie (classes moyennes des villes, paysans aisés et riches)

dispute ainsi le pouvoir aux ouvriers et aux paysans pauvres. (Victor Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1930, Maspero, t. 3, p. 35)

Il n'y a pas plus de troisième voie entre contre-révolution et révolution en Ukraine qu'en Allemagne. Confrontés aux paysans pauvres et aux ouvriers de son propre pays, le nationalisme ukrainien mise de nouveau sur une puissance capitaliste étrangère.

La contre-révolution démocratique, comme de coutume, opte au moment décisif pour la réaction militaire. Le suicide politique du directoire ukrainien est lamentable. Voici la déclaration qu'il adresse en janvier au commandement français : « La directoire se met sous la protection de la France et prie les autorités françaises de le diriger sous les rapports diplomatiques, militaires, économiques, financiers et judiciaires jusqu'à la fin de la lutte contre le bolchevisme ». (Victor Serge, *L'An I de la révolution russe*, 1930, Maspero, t. 3, p. 35)

Le Directoire conclut une alliance avec l'armée française du général d'Anselme et l'armée grand-russe du général Denikine.

En décembre 1918, l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne de Makhno, la plus grande des armées vertes, prend Dnipropetrovsk et la pille. Makhno n'a rien à dire aux travailleurs des villes. En janvier 1919, avec l'aide des comités de soldats allemands, l'Armée rouge prend temporairement le contrôle du territoire de l'Ukraine de l'ex-empire russe. Mais la masse des paysans ne l'appuie pas, d'autant que le Conseil des commissaires du peuple ukrainien veut collectiviser prématurément les exploitations de betteraves.

Le printemps 1919 marque un revirement brutal en Ukraine. Les paysans, mécontents des réquisitions de blé, qui partent vers Moscou et les autres villes affamées de Russie, et de l'indifférence, voire du mépris avec lequel les dirigeants bolcheviques de l'Ukraine traitent le sentiment national ukrainien, se soulèvent... (Jean-Jacques Marie, *Histoire de la guerre civile russe*, 2005, Tallandier, p. 163, p. 195)

La République socialiste soviétique d'Ukraine est proclamée en mars 1919. Elle est codirigée par le Parti communiste d'Ukraine (le Parti bolchevik en Ukraine, 4 000 membres), le Parti communiste ukrainien (scission de l'USDRP, 15 000 membres), le Parti borotbiste (le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche en Ukraine, 4 000 membres). Elle repose sur les soviets et est favorable à une fédération avec la Russie soviétique.

En août 1919, l'armée blanche de Denikine, soutenue par l'Entente et le Directoire, bat l'Armée rouge et s'empare de Kiev où elle déclenche la chasse aux Juifs. Les nationalistes ukrainiens bavardent encore, pour peu de temps, sur le socialisme, mais, face aux luttes des paysans pauvres et des ouvriers, ils n'hésitent pas à s'allier à la contre-révolution russe qui cherche à rétablir le tsarisme et la prison des peuples.

*En aout, la combinaison d'une armée blanche, venant du sud, et d'une armée de Petlioura appuyée par l'Armée de Galicie ukrainienne, venant de l'ouest, occupa Kiev. Les blancs, dont le but était de rétablir une Russie unifiée, n'avaient aucune intention de reconnaître un État ukrainien séparé. Ils ordonnèrent aux troupes de Galicie, considérées comme étrangères, de se retirer. Elles obtempérèrent, et les blancs tentèrent de défaire les actions des bolcheviks, en imposant des aspects de l'ordre social prérévolutionnaire sur les territoires sous leur contrôle. Cela incluait l'interdiction des publications en ukrainien et la restitution des terres aux propriétaires fonciers, (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 89)*

Les Juifs sont particulièrement victimes de l'armée russe blanche de Denikine, mais aussi des troupes nationalistes ukrainiennes du Directoire. En septembre 1919, le Directoire rompt avec les fascistes grands-russes et se réfugie en Pologne. Il négocie avec le gouvernement polonais qui vient de supprimer la République populaire de l'Ukraine occidentale et de rattacher de force les Ukrainiens et les Juifs de Galicie.

*Une trêve fut signée le 1^{er} septembre avec la République populaire de Kiev, dirigée par Simon Petlioura, ce qui permit aux deux ennemis de se concentrer sur la lutte contre l'Armée rouge. (Tomasz Nalecz, « La renaissance et la consolidation de la Pologne indépendante », dans François Bafail, *La Pologne*, 2007, Fayard-Ceri, p. 66)*

Durant l'hiver 1919-1920, l'Armée rouge dirigée par Trotsky vainc l'armée blanche et libère l'Ukraine. En mars 1920, Denikine se replie sur la Crimée. La paix de Riga signée en mars 1921 déporte la frontière de la Pologne vers l'est au détriment des Républiques socialistes soviétiques de Biélorussie et d'Ukraine.

La défaite des bolcheviks bloqua la dynamique d'exportation de la révolution et empêcha que le communisme ne s'implante en Allemagne et dans d'autres régions du continent. (Tomasz Nalecz, p. 69)

À l'issue du Traité de Versailles (1919) et de la Paix de Riga (1921), la carte de l'Europe est redessinée pour 20 ans. En dehors de la République socialiste soviétique d'Ukraine, 7 millions d'Ukrainiens se retrouvent en Pologne (Galicie), en Tchécoslovaquie (Ruthénie) et en Roumanie (Bucovine).

1920-1929 : L'AUTONOMIE DE L'UKRAINE ET L'UKRAINISATION

La bourgeoisie ukrainienne s'est révélée encore moins capable que la bourgeoisie russe de mener à bien une révolution démocratique. La petite bourgeoisie ukrainienne, malgré ses prétentions à jouer l'arbitre entre les classes fondamentales, s'est vendue à chaque fois à la contre-révolution. De 1917 à 1921, il n'y a pas d'autre alternative à la fédération des républiques basées sur les soviets que la domination polonaise, la colonisation allemande ou le fascisme grand-russe.

Le gouvernement de la République soviétique socialiste d'Ukraine exproprie les propriétaires fonciers et garantit la terre aux paysans ; sous l'impulsion de Lénine et malgré de vives tensions en son sein, le Parti communiste russe (ex-bolchevik) choisit de ne pas intégrer l'Ukraine à la Russie, mais de lui laisser une large autonomie, comme à la Biélorussie et à la Transcaucasie.

Le PCR reconnaît l'indépendance de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Le comité central du PCR fait un devoir à tous les membres du parti de contribuer par tous les moyens à lever tous les obstacles qui s'opposent au libre développement de la langue et de la culture ukrainiennes. (« Résolution du CC du PCR sur le pouvoir des soviets en Ukraine », décembre 1919, dans Lénine, Œuvres t. 30, Progrès, p. 162)

En particulier, la résolution exige que tous les fonctionnaires d'Ukraine connaissent l'ukrainien et décide de ne jamais imposer aux paysans ukrainiens une quelconque forme de coopérative (« commune », « artel »).

En ce qui concerne le regroupement des paysans en communes, artels, etc. on pratiquera strictement la politique du parti, qui n'admet à cet égard aucune contrainte, laissant exclusivement aux paysans la liberté de décider par eux-mêmes. (Résolution, p. 164)

L'Armée rouge écrase définitivement l'armée tsariste et fasciste de Wrangel en novembre 1920. Cette dernière est évacuée par les armées des démocraties impérialistes pour préparer une contre-offensive qui ne viendra jamais.

Les évacués sont installés avec l'aide de la marine française, américaine et anglaise dans des camps en Turquie. (Jean-Jacques Marie, Histoire de la guerre civile russe, 2005, Tallandier, p. 288)

Les opérations militaires contre l'armée polonaise et les blancs ayant cessé, le gouvernement soviétique ordonne alors à l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, forte de 20 000 paysans en armes, de se dissoudre ou d'intégrer l'Armée rouge. Makhno refuse, ce qui prolongera la guerre en Ukraine de neuf mois.

Makhno a créé une cavalerie avec des paysans qui fournissaient leurs propres chevaux. Ce n'étaient pas les paysans pauvres écrasés que la révolution d'Octobre éveilla pour la première fois, mais les paysans aisés et repus qui avaient peur de perdre ce qu'ils avaient. Les idées anarchistes de Makhno (négarion de l'État, mépris du pouvoir central) correspondaient on ne peut mieux à l'esprit de cette cavalerie koulak... Tandis que nous soutenions contre Denikine et Wrangel une lutte à mort, les makhnovistes, confondant les deux camps, essayaient d'avoir une politique indépendante. Le petit-bourgeois (koulak), qui avait pris le mors aux dents, pensait qu'il pouvait dicter ses conceptions contradictoires d'une part aux capitalistes et de l'autre aux ouvriers. Ce koulak était armé. Il fallait le désarmer. C'est précisément ce que nous

avons fait. (Lev Trotsky, « Lettre à Wendelin Thomas », juillet 1937, *Œuvres* t. 14, ILT, p. 177)

En 1921, le « communisme de guerre », basé sur la nationalisation de toutes les entreprises citadines et sur des prélèvements en nature, est abandonné au profit de la « nouvelle politique économique » qui réintroduit la monnaie, des mécanismes de marché et fait appel à des entreprises capitalistes étrangères. La Crimée devient en 1921 une République socialiste soviétique autonome. En 1922, les républiques issues de l'ancienne Russie forment l'URSS. Pendant quelques années, les minorités non russes vont bénéficier de la promotion de leur langue et de leur culture (*korenizatsiya*) allant de pair avec l'instruction de masse.

Après avoir subventionné la normalisation et la modernisation des langues non-russes, le gouvernement étendit l'enseignement primaire, secondaire et supérieur dans les langues locales. Le nombre de journaux, revues et livre dans les langues vernaculaires crût considérablement... (George Liber, Soviet Nationality Policy, Urban Growth and Identity Change in the Ukrainian SSR, 1923-1934, Cambridge University Press, 1992, p. 107)

L'ukrainisation est particulièrement prononcée.

L'ukrainien devint la langue dominante dans le système éducatif et les médias de la RSS d'Ukraine. Durant l'année scolaire 1929-1930, 2,4 millions d'enfants (83,2 % de l'effectif) étaient inscrits dans les écoles en langue ukrainienne. C'était impressionnant, d'autant qu'il n'en n'existait pas avant la révolution... Avec l'introduction de l'enseignement de masse, le taux d'alphabétisation augmenta, spécialement en Ukraine... Le parti et le gouvernement soviétique ukrainiens ordonnèrent que les journaux, les revues et les livres fussent publiés en ukrainien. (p. 109-110)

Pendant un temps, la politique bolchevik en matière de nationalité est maintenue après la mort de Lénine, mais le sort de la RSS d'Ukraine est lié à celui de l'URSS. Et celui de l'URSS, en dépit du mythe du « socialisme dans un seul pays », dépend de la lutte des classes mondiale.

1923-1927 : LA CONTRE-RÉVOLUTION BUREAUCRATIQUE ET LA QUESTION NATIONALE

Les défaites des révolutions européennes, de 1918 à 1923, puis de la révolution chinoise en 1927, isolent le pouvoir des soviets. L'arriération culturelle, les destructions de la guerre mondiale, des invasions et de la guerre civile, le régime du parti unique (après la rupture en 1918 du Parti socialiste révolutionnaire de gauche qui prend les armes contre le régime et blesse grièvement Lénine lors d'un attentat) renforcent, au détriment de la vie des soviets, la bureaucratie étatique. L'appareil pléthorique de l'État fédéral, des

républiques, du parti, des entreprises étatisées... mêle anciens officiers ou fonctionnaires tsaristes avec ouvriers ou paysans promus. Cette couche sociale qui jouit de privilèges va s'émanciper de la tutelle de la classe ouvrière et du Parti communiste de l'Union, s'emparer de ce dernier au terme d'une série de luttes internes et proclamer l'absurde « socialisme dans un seul pays ».

Progressivement, Staline, qui a au départ la confiance de Lénine, va s'affirmer comme le porte-parole de cette couche qui aspire à jouir de ses privilèges. Les premières escarmouches concernent la question nationale. Elles opposent Staline à Christian Rakovsky, président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, puis à Lénine, président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS.

En aout 1922, la commission pour l'élaboration des thèses sur les rapports entre la Russie et les autres républiques a commencé ses travaux. Les heurts sont continuels entre Rakovsky d'une part, Staline, Ordjonikidze et Molotov de l'autre... Au 12^e congrès [du congrès du Parti communiste de l'URSS], dans une intervention retentissante, Rakovsky rappelle les principes de Lénine pour les opposer à la pratique du moment sur la question nationale... Dans ce discours qui était en fait la première attaque ouverte, au nom du communisme et de ses principes, contre le stalinisme en pleine croissance, il attaque également la Constitution extrêmement centralisatrice de l'Union. (Pierre Broué, Cahiers Léon Trotsky n° 17, mars 1984)

Staline, qui dirige l'appareil du parti et donc de l'État, destitue Rakovsky aussitôt. Quoique gravement malade depuis décembre 1921 et écarté de l'activité politique, Lénine s'offusque en décembre 1922 de l'attitude d'Ordjonikidze, l'envoyé de Staline en Géorgie.

Rykov revint de Géorgie et fit son rapport à Lénine le 9 décembre 1922... Ordjonikidze, irrité, était allé jusqu'à frapper un opposant, lui aussi membre du Parti... Aux yeux de Lénine, l'image d'un gouverneur communiste se comportant comme un satrape en pays conquis représentait un indice, un symptôme inquiétant de la maladie dont le corps politique tout entier était atteint, et des ravages qu'elle pouvait encore faire. (Moshe Lewin, Le Dernier combat de Lénine, 1967, Page2 & Syllepse, p. 77-78)

Lénine propose à Trotsky et à Kamenev, en mars 1923, de mener avec eux le combat contre l'attitude grand-russe de la bureaucratie. Une nouvelle attaque cérébrale le frappe en décembre 1923 et le met hors-jeu jusqu'à sa mort en janvier 1924. Trotsky hésite mais finit par prendre la tête en octobre 1923 de l'Opposition de gauche (OG) qui préconise, outre le retour de la démocratie dans le parti, la planification, l'industrialisation et, sur la base de la fourniture d'équipements et d'engrais aux campagnes, la formation progressive de coopératives agricoles.

La bureaucratie, sous la direction de Staline, Zinoviev et Kamenev, amplifie au contraire les concessions de la NEP. L'appareil écrase l'OG en 1924 puis, sous la direction de Staline et Boukharine, la Nouvelle opposition (Zinoviev, Kamenev, Krupskaja...) en 1925 et enfin l'Opposition unifiée (qui rassemble les deux précédentes) en 1926. Lazar Kaganovich est chargé par Staline de la mise au pas du Parti communiste d'Ukraine (1925-1928).

1928-1933 : LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE ET L'HOLODOMOR

Dès 1928, les livraisons de céréales aux villes baissent dangereusement. La crise capitaliste mondiale de 1929, à cause des mesures protectionnistes des États voisins, touche l'économie en transition de l'URSS. En 1929, effrayé par les risques de restauration du capitalisme portés par les paysans riches (koulaks), les capitalistes marchands (nepmen) et une majorité de la bureaucratie elle-même, Staline et sa clique déclenchent en 1928 l'accélération effrénée de l'industrialisation et la collectivisation forcée de l'agriculture. S'ensuivent la rupture avec l'Opposition de droite (incarnée par Boukharine) et une nouvelle purge en 1929.

Les ouvriers croissent en nombre, en particulier en Ukraine, mais voient se détériorer leurs conditions de travail et leur niveau de vie.

De nombreux paysans rejettent l'injonction d'en haut d'entrer dans des coopératives très mal équipées (kolkhozes) ou des fermes étatiques (sovkhozes) qui ne le sont guère davantage. Elle va bien au-delà des riches et des exploités. Le cheptel est massivement abattu et les semailles délibérément restreintes. La famine consécutive cause de 1931 à 1933 environ 4,5 millions de morts dont probablement 3 millions en Ukraine (holodomor) ; la famine frappe aussi la Crimée, malgré la richesse de son agriculture. Malgré les suppliques répétées du Parti communiste ukrainien, le gouvernement semble viser particulièrement les minorités nationales.

*En Ukraine, la guerre contre les paysans devint une guerre aux Ukrainiens. Ici, le pouvoir renforça les réquisitions de céréales jusqu'à la famine et maintinrent ces quotas alors que des millions mourraient de faim. (George Liber, *Soviet Nationality Policy, Urban Growth, and Identity Change in the Ukrainian SSR 1923-1934*, 1992, Cambridge University Press, p. 166)*

La chape bureaucratique qui s'abat sur la RSS d'Ukraine favorise l'émergence du fascisme ukrainien, tant en URSS même qu'en Pologne voisine.

1926-1939 : LE FASCISME POLONAIS ET LA MINORITÉ UKRAINIENNE

L'indépendance de la Pologne devait garantir la prospérité et la paix, d'après les nationalistes du Parti national-démocrate (ND), anti-juif et anti-ukrainien, de Dmowski et du Parti socialiste polonais (PPS) de Pilsudski.

Ses habitants, Polonais, Ukrainiens et Ruthènes (15 %), Juifs (8 %), Biélorusses (4 %), Allemands (3 %), Kachoubes, Lituanais, Roms, Tatars, Tchêques... n'auront ni l'un, ni l'autre.

*Ignorant les désirs d'autonomie des Ukrainiens, la Ligue des nations [l'ancêtre de l'ONU] ratifia la souveraineté polonaise sur ces territoires en 1925... Comme il fallait s'y attendre, de nombreux Ukrainiens, en particulier en Galicie, éprouvèrent du ressentiment à être sous le joug polonais. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 92)*

Le Parti communiste de Pologne (KPP) formé en décembre 1918 à partir de la fusion du SDKP et d'une fraction du PPS, devenu ensuite section de l'Internationale communiste, est le seul parti multiethnique. Il est réduit à la clandestinité dès sa fondation. Le sort de toutes les minorités nationales s'aggrave avec le coup fasciste de 1926. L'État fasciste rebaptise la Galicie « Petite Pologne » et y mène une politique d'assimilation brutale : colonisation des terres, incendie de librairies ukrainiennes, antisémitisme, etc.

Les gouvernements polonaise devinrent de plus en plus autoritaires et nationalistes, singulièrement après que Josef Pilsudski, héros de la guerre contre les Bolcheviks, avait pris le pouvoir par un coup militaire en 1926. Les écoles ukrainiennes furent fermées ou polonisées, les chaires ukrainiennes de l'Université de Lviv furent supprimées, les journaux furent soumis à la censure, les Ukrainiens furent interdits dans la fonction publique, les candidats et citoyens ukrainiens rayés des listes électorales. Des églises orthodoxes furent démolies ou converties en églises catholiques et jusqu'à 200 000 Polonais au sens ethnique furent envoyés dans les villages ukrainiens comme bénéficiaires prioritaires de la réforme agraire du gouvernement. Le but était de poloniser ces territoires que le gouvernement de Varsovie avait nommé « Petite Pologne de l'est ». (Paul Kubicek, p. 92)

1929 : TRANSFORMATION DU NATIONALISME UKRAINIEN EN FASCISME

Dans un premier temps, face à l'oppression polonaise, nombre d'Ukrainiens penchent pour la RSS d'Ukraine et l'URSS. Mais le totalitarisme et la russification qui y triomphent créent un terrain favorable à l'évolution antidémocratique, terroriste et raciste du nationalisme ukrainien.

Des groupes communistes locaux s'organisèrent et, même si le Parti communiste était officiellement interdit, sa façade légale, l'Union socialiste des ouvriers et paysans, se comporta bien aux élections de 1928, surtout en Volhynie. Cependant, au milieu des années 1930, quand il devint clair que les Ukrainiens de l'Union soviétique étaient soumis à une répression brutale, le sentiment prosoviétique s'évapora. En consé-

quence, le plus important et durable défi à l'autorité polonaise vint de la droite nationaliste, qui embrassa la violence politique. (Paul Kubicek, p. 92)

Profitant du sentiment national et du discrédit du parti ouvrier, Konovalts et Dontsov fondent en 1929 l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) qui attire une partie de la jeunesse. Dontsov est un ancien militant du parti nationaliste petit-bourgeois RUP-USDRP et un ancien du gouvernement pro-allemand de 1918 de l'hetman Skoropadsky.

Le principal idéologue de l'OUN était Dmytro Dontsov... Dontsov préconisait le « nationalisme intégral »... Pour lui, l'ethnie était centrale, et sa perspective était une Ukraine racialement pure dans laquelle il n'y avait pas de place pour des minorités comme les Russes, les Polonais et les Juifs. (Paul Kubicek, p. 94)

L'OUN lance le boycott des produits polonais et mène des attentats contre des politiciens et des propriétaires fonciers polonais, deux méthodes petites-bourgeoises. L'OUN prend contact avec les services secrets allemands et Hitler avant qu'il prenne le pouvoir.

L'émergence du fascisme ukrainien est liée d'une part à l'oppression des minorités nationales par la Pologne capitaliste mise en place par les puissances impérialistes « démocratiques » contre la révolution socialiste ; d'autre part au résultat de l'isolement de la révolution russe, la prise du pouvoir par la bureaucratie en URSS qui a permis la victoire du fascisme en Allemagne et qui transforme l'URSS en nouvelle prison des peuples.

1929-1941 : LA RUSSIFICATION ET LES PURGES EN UKRAINE

L'URSS doit être défendue contre le capitalisme impérialiste et aussi contre sa caste dominante qui en est l'organe et qui menace les conquêtes économico-sociales de la révolution. Celle-ci subordonne les partis communistes à telle ou telle fraction de la bourgeoisie et transforme l'Internationale communiste en barrage contre la révolution socialiste mondiale qui seule peut sauver les conquêtes d'Octobre. L'idéologie du « socialisme dans un seul pays » justifie la « défense de l'URSS » et le retour du chauvinisme grand-russe.

Confronté à l'alternative entre l'ordre et la légitimité multinationale, Staline choisit le premier... Lui et le parti s'appuyaient sur l'hyperc centralisation, le conservatisme social, le chauvinisme russe, la russification et l'antisémitisme. (George Liber, Soviet Nationality Policy, Urban Growth, and Identity Change in the Ukrainian SSR 1923-1934, 1992, Cambridge University Press, p. 152)

La bureaucratie russifie par le service militaire, le goulag, les mesures migratoires et la politique scolaire.

Au cours des années trente, les quelques concessions obtenues par les allogènes furent considérablement réduites... Le russe qui fut imposé comme seule et unique langue d'enseignement au niveau du secondaire. (Henry Bogdan, Histoire des peuples de l'ex-URSS, 1993, Perrin, p. 224)

Aux mains de la bureaucratie, tant la collectivisation forcée de l'agriculture que l'industrialisation servent à russifier. Non seulement les Ukrainiens meurent davantage de la famine, mais les milliers de fonctionnaires civils, de militaires et de permanents du Parti détachés de Russie pour contraindre les paysans n'apprennent pas l'ukrainien. En plus des motifs d'emprisonnement et d'exécution communs à toute l'URSS, toute aspiration culturelle et nationale des minorités de l'URSS est désormais confondue, par l'appareil policier au service d'une minorité privilégiée, au nationalisme bourgeois et aux services secrets de pays capitalistes. Les grands procès menés, préparés par le NKVD de Iagoda, Iejov et Beria, pilotés personnellement par Staline, débutent en Ukraine et décapitent les intellectuels dès 1929. Le Parti communiste ukrainien, pourtant stalinisé, est purgé à partir de 1933. Staline désigne l'Ukrainien russophone Khrouchtchev comme secrétaire du parti ukrainien en 1938.

Les grandes purges des années 1933-1938 éliminèrent tous les dirigeants communistes des républiques fédérées jugés par trop indépendants à l'égard du pouvoir central. Le vieux chef communiste ukrainien Nykola Skrypnyk, qui à plusieurs reprises avait exercé de hautes responsabilités dans les instances fédérales, fut accusé le 10 juin 1933, d'être un ennemi de l'État et de se comporter en nationaliste ukrainien... Il se suicida... Le NKVD découvrait en 1934-1935 de prétendus « complots terroristes » préparés par les « borotbistes » alliés aux trotskistes et aux agents fascistes allemands et polonais... Entre juin 1937 et avril 1938, les 13 membres du bureau politique avaient été éliminés. (Henry Bogdan, p. 227-228)

La plus économiquement et culturellement avancée, la plus peuplée et la plus occidentale des républiques soviétiques est donc particulièrement victime de la terreur stalinienne.

Nulle part purge et répression n'ont eu un caractère aussi sauvage et aussi massif qu'en Ukraine. (Lev Trotsky, « L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires », juillet 1939, Œuvres t. 21, ILT, p. 331)

1939 : TROTSKY SE PRONONCE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAINE

Après la victoire d'Hitler en 1933, facilitée par la politique de division des rangs ouvriers imposée par le Kremlin au Parti communiste allemand, l'Opposition de gauche internationale, fondée en 1929, abandonne tout espoir de redresser l'Internationale communiste. Le mouvement pour la 4^e Inter-

nationale adopte explicitement la révolution permanente, la stratégie qui correspond à la période impérialiste et se prononce pour la révolution politique en URSS pour expulser la bureaucratie.

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky décrit en 1936 bien des aspects réactionnaires de la contre-révolution politique menée par la bureaucratie mais sans traiter de l'oppression nationale au sein de l'URSS. Néanmoins, en 1939, il dénonce vigoureusement l'oppression de l'Ukraine.

Selon la conception du vieux Parti bolchevik, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne... Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. (Lev Trotsky, La Question ukrainienne, avril 1939, Œuvres t. 21, ILT, p. 125)

La bureaucratie totalitaire repousse les minorités ukrainiennes de Pologne, Hongrie et Roumanie, facilite les tromperies du nationalisme devenu fasciste.

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bucovine, d'Ukraine subcarpathique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive. (p. 126)

L'URSS est devenue « une prison des peuples ». Trotsky, bien que la République socialiste soviétique d'Ukraine comporte, entre autres, une minorité russe, en tire la conclusion que la 4^e Internationale devrait se prononcer pour la séparation.

Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. À mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et

indépendante ! Ce programme est tout d'abord en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie... « Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS », vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin... L'adoration béate des frontières des États nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout « un et indivisible ». Après tout, la Constitution de l'URSS elle-même reconnaît le droit à l'autodétermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit à la séparation... (p. 128)

Le fondateur de l'Armée rouge affirme que la défense de l'URSS passe avant tout par le renversement de la bureaucratie qui mine l'État ouvrier.

« Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'URSS ? » vont hurler, épouvantés, les « amis » du Kremlin. Nous répondons que l'URSS est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces tendances défaitistes se trouve au Kremlin. En outre, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'URSS. Plus vite la caste bonapartiste sera renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la république soviétique et plus certaine son avenir socialiste. (p. 129)

L'indépendance est le moyen de reconstruire l'unité des prolétariats ukrainien et russe. Son but n'est évidemment pas de construire un prétendu socialisme au sein des étroites frontières de l'Ukraine.

L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des États-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait rejoindre et certainement rejoindrait cette fédération en tant que partenaire égal. La révolution prolétarienne en Europe, à son tour, ne laisserait pas une pierre de la révoltante structure du bonapartisme stalinien. En ce cas, l'union la plus étroite entre les États-Unis soviétiques d'Europe et l'URSS régénérée serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen et asiatique. (p. 129)

La condition de cette tactique audacieuse est l'indépendance totale des communistes vis-à-vis du nationalisme.

La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de, toison d'or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme,

qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux ! (p. 130)

1940 : L'INVASION DE LA POLOGNE ET DE LA FINLANDE

En 1937, Staline dissout -secrètement- le Parti communiste de Pologne (KPP) et le Parti communiste d'Ukraine occidentale (KPZU). Leurs dirigeants, parfois appelés à Moscou pour cela, sont assassinés par la police politique (NKVD).

On fit disparaître non seulement douze membres du comité central, ses chefs historiques, mais des centaines de cadres moyens et de militants de base. Au bout de l'opération, le parti polonais, officiellement qualifié de « nid d'espions », fut supprimé et disparut d'un coup de tous les discours et de tous les articles de la presse communiste mondiale... Au contentieux ancien entre les Polonais et Staline s'ajoutait évidemment la haine que celui-ci portait aux Juifs, particulièrement nombreux à la tête du KPP. Surtout, dans le cas d'une alliance avec l'Allemagne, l'existence d'un parti communiste polonais pouvait être une gêne considérable, sinon plus grave encore, pour les dirigeants de l'Union soviétique. (Pierre Broué, Histoire de l'Internationale communiste, 1997, Fayard, p. 716)

L'été 1939, Staline signe un pacte avec Hitler qui désoriente les masses d'URSS et l'Internationale communiste. La partie secrète du pacte germano-soviétique comporte l'invasion de cette dernière et son partage par l'Allemagne et l'URSS qui récupère ainsi la partie occidentale de la Biélorussie, celle et de l'Ukraine et les trois pays baltes.

Du fait de la dégénérescence de l'État ouvrier, l'URSS est apparue, au seuil de la seconde guerre impérialiste, beaucoup plus faible qu'elle aurait dû être. L'accord de Staline avec Hitler- avait comme objectif de protéger l'URSS contre une agression allemande et, plus généralement, d'empêcher l'URSS d'être entraînée dans une grande guerre. Hitler avait besoin, au moment de l'invasion de la Pologne, de se protéger sur l'est. Avec la permission d'Hitler, Staline a dû pénétrer en Pologne orientale pour se donner quelques garanties complémentaires contre Hitler sur la frontière occidentale de l'URSS. Cependant, la conséquence de ces événements est que l'URSS a une frontière terrestre commune avec l'Allemagne et, ainsi, le danger que représente l'Allemagne victorieuse est devenu plus direct. (Lev Trotsky, « Bilan de l'expérience finlandaise », avril 1940, Œuvres t. 23, ILT, p. 285)

Staline poursuit la liquidation des militants du Parti communiste d'Ukraine occidentale, entreprise en 1938.

Mais la soviétisation de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie (Pologne orientale) comme la tentative actuelle de soviétisation de la Finlande ne sont-elles pas des actes de révolution socialiste ? Oui et non.

Plus non que oui. (Lev Trotsky, « Hitler et Staline étoiles jumelles », 4 décembre 1939, *Œuvres* t. 22, ILT, p. 186)

La Grande-Bretagne et la France déclarent alors la guerre à l'Allemagne. En septembre 1939, l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) de Bandera fournit des supplétifs à l'armée allemande. Le 19 avril 1940, au château du Wawel, l'OUN déclare sa loyauté au 3^e Reich devant le gouverneur général de la Pologne occupée, Hans Frank.

L'Allemagne nazie jouxte désormais l'URSS, alors que les leçons militaires des agressions précédentes de celle-ci sont peu tirées par celle-là. Staline estime qu'il ne faut pas irriter Hitler et mettre fin au pacte germano-soviétique en préparant trop ouvertement la guerre. L'impérialisme allemand avertit probablement son allié temporaire de ses visées sur la Scandinavie. Par prudence, la bureaucratie tente de renforcer les positions de l'URSS, à sa manière, en envahissant la Finlande.

*Staline a cru pouvoir tirer un profit immédiat du pacte et de l'engagement militaire prochain des Allemands à l'ouest ; il invente un incident de frontière avec la Finlande que l'Armée rouge envahit le 30 novembre 1939. La supériorité numérique et matérielle de l'Armée rouge est écrasante... Mais le commandement, décimé en 1937, est souvent peu compétent ou démoralisé et le moral des troupes n'est guère meilleur. L'Armée rouge piétine... (Jean-Jacques Marie, *Staline*, 1995, PUF, p. 89)*

La Finlande est en effet très différente de l'Ukraine, moins aisée à vaincre militairement et à assimiler à l'économie collectivisée de l'URSS.

Hitler se convainc de la faiblesse de l'Armée rouge. Staline rappelle 13 000 officiers purgés. L'armée de l'URSS finit par l'emporter, mais au prix des ravages politiques considérables, en particulier au sein de la classe ouvrière finlandaise. La 4^e Internationale réproouve cette opération désastreuse, sans pour autant abandonner la défense de l'URSS.

La bureaucratie se défend mieux qu'elle ne défend l'URSS. Elle se défend aux dépens de l'URSS et aux dépens du prolétariat mondial. C'est apparu de façon particulièrement flagrante dans tout le développement du conflit soviéto-finlandais. Nous ne pouvons donc porter ni directement ni indirectement ne fût-ce que l'ombre d'une responsabilité pour l'invasion de la Finlande, qui ne représente que l'un des maillons de la chaîne de la politique menée par la bureaucratie bonapartiste. Mais une chose est de se solidariser avec Staline, de défendre sa politique, d'en assumer la responsabilité (comme le fait la plus que méprisable Internationale communiste), autre chose d'expliquer à la classe ouvrière du monde entier que, quels que soient les crimes de Staline, nous ne pouvons permettre à l'impérialisme mondial d'écraser l'URSS., de rétablir le capitalisme, de transformer le pays de la Révolution d'Octobre en colonie. Cette explication constitue le fondement de notre défense de l'URSS.

(Lev Trotsky, « Bilan de l'expérience finlandaise », avril 1940, *Œuvres* t. 23, ILT, p. 292)

1941 : L'INVASION DE L'URSS PAR L'IMPÉRIALISME ALLEMAND

Au printemps 1940, l'armée française, de taille et d'armement comparables à l'armée allemande, est vaincue au terme d'une nouvelle guerre éclair (blitzkrieg). En août 1940, Staline profite des événements pour faire assassiner Trotsky, réfugié au Mexique. Le 22 juin 1941, Hitler lance l'armée impérialiste allemande (1 million d'hommes) et ses alliées hongroise, roumaine et finlandaise (500 000) sur l'URSS, détruisant instantanément les réseaux de communications et l'aviation.

*Ses troupes massées depuis plusieurs semaines le long de la frontière enfoncèrent les divisions concentrées dans nos districts militaires de l'Ouest... Le groupe d'armées allemandes du centre, bélière de l'offensive ennemie, avança de plus de deux cents kilomètres en deux jours... Vers la fin de la 3^e semaine, les troupes nazies qui avançaient vers Moscou arrivaient aux portes de Smolensk... Après trois semaines de guerre, plus de 100 divisions sur 170 étaient anéanties. (Piotr Grigorenko, *Staline et la Deuxième guerre mondiale*, 1967, L'Herne, p. 57, 59, 60)*

En août 1941, le recul de l'Armée rouge est de 300 à 600 km. Les armées de l'Axe assiègent Leningrad [aujourd'hui Saint-Petersbourg] et s'approchent de Moscou ; elles ont pris l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Biélorussie, la Carélie, la Bessarabie, une partie de la Moldavie et de l'Ukraine. Fin septembre, la Crimée et l'est de l'Ukraine sont conquis. L'impérialisme allemand a capturé 500 000 soldats russes prisonniers. Un général, Vlasov, passe à l'ennemi. Les troupes du 3^e Reich et de ses complices bénéficient, initialement, de la neutralité, voire de la bienveillance, d'une partie significative de la population.

*La grande masse du peuple soviétique était hostile à la tyrannie de Staline. Dans certaines régions, comme les Républiques de la Baltique et l'Ukraine, où l'oppression nationale s'était combinée avec la terreur de masse et la famine pendant la collectivisation, la rancune envers Staline de larges secteurs de la paysannerie, des cadres et de couches de la classe ouvrière avait mué en une véritable haine, encore intensifiée par le sentiment d'avoir été abandonné aux envahisseurs allemands. (Ernest Mandel, *The Meaning of the Second World War*, 1986, Verso, p. 37)*

Les illusions vont vite être dissipées. L'armée allemande ne se comporte pas sur le front est comme sur le front ouest. D'une part, elle a une fonction socialement contrerévolutionnaire ; d'autre part, elle est le vecteur d'une colonisation à caractère racial. Le maréchal Keitel affirme dans une

directive du 11 mars 1941 qu'il s'agit d'un « heurt décisif entre deux systèmes politiques opposés ».

*Tandis qu'il est vrai que les impérialistes allemands avaient pillé d'autres pays, saisissant mines, usines, banques systématiquement, ce transfert de propriété se faisait entre capitalistes. Dans le cas de l'URSS, à l'opposé, les biens volés n'étaient pas la propriété de capitalistes, mais des propriétés collectives. Par conséquent, l'intention de cette appropriation comportait une contrerévolution sociale à grande échelle. (Ernest Mandel, *The Meaning of the Second World War*, 1986, Verso, p. 106-107)*

Le commissaire du Reich en Ukraine définit ainsi sa mission :

*Le peuple allemand est le peuple des maîtres. Les peuples de l'Est, ukrainiens et autres, sont destinés à servir leurs maîtres naturels. Mettre l'Est en coupe réglée est le droit et le devoir de l'Allemagne. Le contrôle intégral des territoires conquis à l'Est requiert la destruction de l'intelligentsia indigène et de tous les éléments pouvant constituer un danger... (Erich Koch cité par Jean Elleinstein, *Histoire de l'URSS*, 1974, t. 3, Éditions sociales, p. 145)*

Par conséquent, les occupants dissipent rapidement les éventuelles illusions des masses d'Ukraine à leur égard.

*Ainsi, quel que soit le potentiel existant pour une collaboration de la population avec les envahisseurs, il fut rapidement annihilé par les crimes monstrueux des forces d'occupation nazies. La destruction systématique de l'infrastructure de la vie civile ; l'esclavage massif par dizaines de millions de personnes dans des conditions inhumaines, les mauvais traitements et les exécutions à une échelle dépassant celles conduites par Staline et ses émules renversèrent promptement la situation. (Ernest Mandel, *The Meaning of the Second World War*, 1986, Verso, p. 37)*

Les communistes, les Juifs et les Tziganes sont exterminés sur place avec l'aide de supplétifs baltes et ukrainiens. L'extermination des Juifs à travers toute l'Europe par le gouvernement impérialiste allemand est un déchaînement inédit, par son échelle et son racisme, de violence, de bestialité, de sadisme et de haine contre des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards sans défense. Par exemple, tous les Juifs qui restent en septembre 1941 dans la ville de Kiev (50 000 personnes) sont rassemblés, frappés à coup de matraques et mordus par les chiens, puis tués d'une balle dans la nuque au ravin de Babi Yar. Au total, les nazis assassinent entre 1,5 et 2 millions de Juifs sur le front est.

En Biélorussie et en Ukraine, l'occupation allemande fut accompagnée de la dissolution immédiate des kolkhozes, mais les autorités allemandes, soucieuses de contrôler la production agricole, n'étaient

guère favorables au retour à la propriété privée individuelle... La déception des paysans, et l'indignation provoquée par les persécutions infligées aux Juifs entamèrent singulièrement la sympathie témoignée aux Allemands dans les premiers temps de l'occupation. (Henry Bogdan, Histoire des peuples de l'ex-URSS, 1993, Perrin, p. 255)

2 millions de travailleurs d'Ukraine sont déportés pour travailler en Allemagne. 3 millions de soldats de l'URSS capturés meurent pendant la guerre.

D'après des documents allemands, sur un total de 5 160 000 prisonniers soviétiques recensés, on comptait 1 980 000 décès dans les camps et 1 308 000 en cours de transport. (Jean Elleinstein, Histoire de l'URSS, 1974, t. 3, Éditions sociales, p. 146)

La grande masse des Ukrainiens rejettent l'impérialisme allemand et le nazisme ; par contre, les nationalistes ukrainiens s'associent à la shoah.

1941-1944 : LA COMPLICITÉ DES NATIONALISTES UKRAINIENS AVEC LES NAZIS

En 1940, le nationalisme bourgeois ukrainien mise, comme en 1917, sur l'envahisseur. Le seul changement est que les deux sont clairement fascistes.

L'analyse de l'idéologie et de la politique de l'Organisation des nationalistes ukrainiens qui scissionna entre la fraction de Bandera (OUN-B) et la fraction de Melnyk (OUN-M) en 1940, surtout à cause de question de tactique et de chef, montre qu'il s'agissait d'une organisation semi-totalitaire qui combinait des traits de nationalisme extrémiste et de fascisme. L'OUN prévoyait la création d'un État ukrainien indépendant qui fût allié de l'Allemagne nazie et sous la dictature des chefs de l'OUN. Cet État monoethnique était censé inclure des parties de la Russie, de la Pologne et de la Biélorussie. (Ivan Katchanovski, Terrorism or National Heroes? Politics of the OUN and the UPA in Ukraine, 2010, Canadian Political Science Association, p. 6)

L'OUN lance l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) et envoie ses membres dans l'appareil répressif des occupants.

L'UPA, dès sa création au printemps 1942, mena une campagne de terreur de masse envers la minorité polonaise de Volhynie... Beaucoup de membres de l'OUN et une partie significative de l'UPA étaient impliqués dans le génocide nazi. La politique d'extermination nazie entraîna environ 7 millions de morts (dont 1,5 million de Juifs d'Ukraine). L'OUN-B et l'OUN-M établirent la police et l'administration locales de nombreuses régions d'Ukraine, surtout à l'ouest, à la faveur de l'occupation allemande de 1941. ... La police locale contribua au succès du génocide nazi des Juifs, des Ukrainiens, des Biélorusses et des Polonais. (Ivan Katchanovski, p. 7)

Les fascistes ukrainiens peuplent la police nazie (Gestapo et police supplétive), SS (administration des camps d'extermination et guerre contre l'URSS) ou Einsatzgruppen (extermination des communistes et des Juifs à l'arrière du front de l'Est).

Entre juin et octobre 1941, sur la ligne de front de la Baltique à la mer Noire, les unités spéciales (einsatzgruppen) massacrèrent de manière systématique la population juive en Ukraine, dans le district Bialystok [Pologne], en Russie du sud, en Lituanie et en Lettonie, faisant plus d'un million de morts. (Sabine Dullin, Histoire de l'URSS, 1994, La Découverte, p. 47)

Après avoir participé à l'offensive de l'Axe contre l'URSS, l'organisation fasciste se divise entre ceux qui patientent à l'ombre du 3^e Reich à son zénith (OUN-M) et ceux qui ne veulent pas attendre (OUN-B). L'OUN-B proclame le 30 juin 1941, à Lviv, un État indépendant.

L'épisode le plus controversé fut la déclaration d'indépendance par les partisans de la fraction de Bandera qui entra à Lviv en tant que bataillon Nathtigal intégré à l'armée allemande entrée en Ukraine. La déclaration (Akt) comprenait l'engagement à se lier étroitement à la grande Allemagne nationale-socialiste qui, sous le commandement d'Hitler « crée un ordre nouveau en Europe et dans le monde ». (David Marples, Heroes and Villains: Creating National History in Contemporary Ukraine, 2007, Central European University Press, p. 112-113)

Le premier ministre de l'Ukraine pronazie est Jaroslav Stetsko et le ministre de la sécurité Mykola Lebed, assassin du ministre polonais de l'intérieur en 1934, adjoint ensuite de Bandera, formé en 1940 dans un centre de la Gestapo à Zakopane (Pologne).

Lors d'une réunion à Lwow [Lviv], les fidèles de Bandera décidèrent que les Juifs « devaient être traités durement... Nous devons en finir avec eux... Concernant les Juifs, nous adopterons toutes les méthodes qui conduisent à leur destruction ». (Richard Breitman & Norma Goda, Hitler's Shadow: Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War, Military Bookshop, 2010, p. 75)

Lebed supervise personnellement les tortures et les exécutions de Juifs. Pourtant, les espoirs naïfs des fascistes ukrainiens dans leurs comparses allemands sont déçus. En septembre 1941, Hitler refuse tout État ukrainien. La Légion ukrainienne de l'OUN (bataillon Roland et bataillon Nathtigal) est dissoute, Bandera et Stetsko sont arrêtés et détenus dans des conditions clémentes. Lebed prend le relai de Bandera à la tête de l'ONU-B et renforce l'UPA à partir des supplétifs ukrainiens de l'impérialisme allemand.

Les Ukrainiens de la police auxiliaire allemande de Volhynie participèrent à la solution finale durant tout novembre 1942. Les mêmes constituèrent en mars et avril 1943 le noyau de l'armée de guérilla de l'ONU-

*B, l'UPA. L'OUN-B avait envoyé en 1941 ses membres comme supplétifs de la Wehrmacht au fur et à mesure qu'elle entraît en Ukraine. En 1943, l'OUN-B se montra capable d'extraire ses hommes de la police et de gagner de nombreux policiers. Ils avaient appris à tuer. Les anciens policiers apportèrent non seulement leur entraînement SS et leurs armes, mais l'expérience indispensable du meurtre organisé de populations ciblées. (Timothy Snyder, *Past and Present* n° 179, mai 2003)*

L'UPA, réhabilitée à partir de 2007 par le gouvernement ukrainien, attaque alors plus les partisans liés à l'Armée rouge et surtout les civils des minorités nationales, que les troupes d'occupation nazies. Dans le nord-ouest de l'Ukraine, leur fief, les fascistes ukrainiens, après avoir contribué au génocide des Juifs, exterminent les civils Polonais désarmés.

En avril 1943, après trois ans et demi de guerre, le nationaliste ukrainien Mykola Lebed se donna pour but de « épurer tout le territoire révolutionnaire de la population polonaise ». L'Armée insurrectionnelle ukrainienne (Ukrains'ka Povstans'ka Armiia, UPA) nettoya alors la population ukrainienne de Volhynie. Les partisans ukrianiens tuèrent environ 50 000 Polonais de Volhynie et obligèrent des dizaines de milliers d'autres à fuir en 1943. (Timothy Snyder)

Les Polonais qui échappent à l'épuration ethnique de l'UPA rejoignent, comme les Juifs survivants, les partisans communistes et l'Armée rouge.

Malgré les réticences d'Hitler envers tout armement des « sous-hommes » slaves, un bataillon SS est formé en 1943 à partir d'Ukrainiens, avec la complicité de l'ONU-B et l'aide de l'OUN-M.

*La formation de la division SS Galicie fut officiellement annoncée le 4 mai 1943... Les journaux de l'OUN-M lui firent la plus grande publicité. La position du groupe nationaliste rival fut moins claire, étant illégal... Ce qui est clair est que, si l'OUN-B n'apporta pas son soutien officiel, elle ne s'y opposa pas. (John Armstrong, *Ukrainian Nationalism 1939-1945*, 1955, Columbia University Press, p. 169)*

En juillet 1944, l'OUN-B forme le Conseil suprême de libération de l'Ukraine (UHVR). En septembre 1944, alors que les nazis continuent à exterminer les Juifs et les prisonniers de l'Armée rouge, les chefs de l'OUN-B sont relâchés. Ils se trouvent alors en compétition avec l'armée russe blanche du général Vlassov.

Aucun choix définitif ne fut fait entre Vlassov et les chefs ukrainiens. Ces derniers furent autorisés à organiser leurs compatriotes. En même temps, Vlassov avait toute liberté d'attirer à son mouvement les Ukrainiens. (John Armstrong, p. 183)

Les chefs nazis cherchent à former un organe ukrainien qui rassemble tous les nationalistes. Bandera et Stetski, qui ont leur propre but et qui voient depuis un moment le vent tourner pour leur ancien maître, refusent d'y prendre part. L'UHVR contacte le Vatican et les Alliés.

1941-1945 : LE SABOTAGE DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE PAR LA BUREAUCRATIE RUSSE

La bureaucratie stalinienne, sachant que son existence même est menacée par l'impérialisme allemand, finit par se mobiliser et mener la guerre. Mais à sa manière, bien éloignée de celle des bolcheviks de 1917, qui étaient avec les autres membres de la Gauche de Zimmerwald et les spartakistes allemands, l'avant-garde du prolétariat mondial. Redoutant la révolution socialiste en Allemagne et dans toute l'Europe capitaliste car elle se traduirait fatalement par son éviction par les travailleurs de l'URSS, elle donne une tournure chauvine à la défense de la fédération. En même temps, subordonne les partis communistes aux bourgeoisies alliées à partir de 1941 et elle liquide l'Internationale communiste en 1943.

Le résultat immédiat est la prolongation de la guerre et des souffrances infligées aux peuples d'URSS ; la conséquence, à plus long terme, est l'affaiblissement de l'URSS qui finit par son éclatement en 1991 et par la restauration consécutive du capitalisme par les différentes fractions nationales de la bureaucratie.

La bureaucratie choisit de baptiser « *grande guerre patriotique* » la défense de l'URSS face à l'impérialisme dirigé par les fascistes. Par-là, elle n'entend pas tant un patriotisme envers l'État ouvrier et toute l'URSS, légitime, que la régression dans le nationalisme grand-russe qui renforce la réaction (dont l'Église orthodoxe) et repousse les minorités nationales.

C'est le 3 juillet 1941 seulement, plus de dix jours après l'attaque, que Staline adresse au peuple russe son célèbre appel radiodiffusé... Il exalte la « guerre nationale patriotique » menée contre Napoléon I^{er} par le peuple russe... Le 7 novembre sur la place Rouge, lors du traditionnel défilé de troupes qui, cette fois, montent au front, il appelle à la résistance jusqu'au bout au nom des « grands ancêtres », Alexandre Nevski, Souvorov, Koutouzov. (Pierre Broué, Histoire du Parti bolchevique, 1963, Minuit, p. 427-428)

De 1943 à 1944, Staline crée des décorations à référence grand-russe (ordres de Koutouzov, Nakhimov, Ouchakov, Souvorov) ou ressuscite des récompenses tsaristes abolies en 1918 (ordres de Nevski, Saint-Georges). Selon les mythes chrétiens, Georges est un tueur de dragon du 4^e siècle ; il décore les armoiries tsaristes, avec l'aigle bicéphale. Nevski est un chef féodal du début du 13^e siècle et aussi un « saint » pour l'Église orthodoxe. Nakhimov, Ouchakov, Souvorov et Koutouzov sont des généraux ou des amiraux qui ont servi les tsars à la fin du 18^e siècle et au début du 19^e siècle. Les « grands ancêtres » grands-russes invoqués par Staline ne diffèrent en rien des autres mythes nationalistes.

Au cours de la guerre civile, les idées du socialisme international et de la révolution mondiale animaient l'Armée rouge. Plus tard, les bolche-

viks étaient persuadés que, si la Russie était attaquée, elle réussirait à transformer la lutte en une guerre de classe à l'intérieur de chaque nation. La foi dans l'internationalisme révolutionnaire s'était évanouie peu à peu, pour disparaître presque complètement après la propagande prolongée en faveur du socialisme dans un seul pays et la condamnation des représentants les plus marquants de l'idée internationaliste dans les grandes purges. (Isaac Deutscher, Staline, 1951, Gallimard, p. 580-581)

L'Église gréco-orthodoxe est réhabilitée. Le divorce est rendu plus difficile. Les épaulettes et le salut aux officiers sont rétablis en 1943. L'Armée rouge sera rebaptisée Forces armées soviétiques en 1946. Peu avant, recevant l'état-major le 25 mai 1945 au Kremlin, le chef suprême déclare :

Je bois avant tout à la santé du peuple russe, parce qu'il apparait comme la nation la plus avancée de toutes celles qui composent l'Union soviétique. Je porte un toast à la santé du peuple russe parce qu'il a été reconnu par tous, dans cette guerre, parmi les peuples de notre pays, comme la force diri-



geante de l'Union soviétique. (Iossif Staline, Œuvres t. 16, NBE, p. 90)

La lutte de classe est gommée. L'ennemi est plutôt désigné comme « Allemand » que « fasciste » ; la presse publie des articles d'Ehrenbourg qui écrit : « *les Allemands ne sont pas des êtres humains* », « *si tu n'as pas tué un Allemand par jour, ta journée est perdue* ». En décembre 1943, le gouvernement remplace *L'Internationale* par un nouveau chant qui honore Staline et débute ainsi :

Indestructible est l'Union indestructible des républiques libres scellée pour toujours par la Grande Russie. (Hymne de l'Union soviétique, 1943)

Le chauvinisme grand-russe empêche de s'adresser aux travailleurs allemands sous l'uniforme et d'affaiblir ainsi l'armée impérialiste, il divise les peuples de l'URSS et mine la fédération, bref il affaiblit l'État ouvrier.

L'Armée rouge et l'US Air Force font tout pour empêcher la révolution allemande, quitte à prolonger la guerre et le régime nazi.

Les « Alliés » étaient hantés par la crainte de la révolution en Allemagne. Dès 1943, ils ont conjointement et systématiquement tout mis en œuvre pour qu'elle ne se produise pas : bombardement systématique des villes allemandes pour terroriser et pulvériser les masses prolétariennes ; affirmation de la responsabilité collective du peuple allemand ; déportations massives de populations ; partage de l'Allemagne en zones d'occupation où l'autorité militaire abat son poing de fer. (Stéphane Just, La Vérité n° 588, septembre 1979)

L'armée et le NKVD dissolvent tous les comités ouvriers qui se forment en Allemagne de l'est, la bureaucratie de l'URSS la pille par ses prélèvements sur la production et des transferts d'équipements industriels, affaiblissant objectivement et subjectivement la classe ouvrière allemande.

La politique contrerévolutionnaire actuelle de pillage de l'Europe orientale et de complète suppression dans ces pays du mouvement des masses ne peut que conduire au renforcement inévitable de l'Amérique et des préparatifs qu'elle fait pour écraser définitivement l'URSS. (« Manifeste de la 4^e Internationale », mars 1946, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 2, p. 371)

Par conséquent, l'organisation internationale bolchevik-léniniste, en même temps qu'elle avance des revendications transitoires se prononce pour l'évacuation de toutes les troupes d'occupation de l'Europe et de l'Asie.

1944-1946 : LA DÉPORTATION DES TATARS DE CRIMÉE ET DES POLONAIS D'UKRAINE

Staline déporte de 1943 à 1944 les peuples du Caucase : Tchétchènes, Ingouches, Karatchaïs, Balkars, Kalmouks... et de la Crimée : Tatars, Grecs, Allemands, Arméniens... (900 000 personnes au total).

En 1944, les déportations touchèrent surtout les Tatars de Crimée dès mai, aussitôt après la reprise de presque par l'Armée rouge. Les Tatars estiment à 400 000 le nombre des leurs qui furent victimes de ces déportations. On sait d'ailleurs qu'en avril 1944 les villages tatars de Crimée furent systématiquement incendiés. (Henry Bogdan, Histoire des peuples de l'ex-URSS, 1993, Perrin, p. 258-259)

Entre 22 % et 46 % des déportés meurent. La République autonome de Crimée est abolie le 30 juin 1945 et la péninsule est intégrée à la Russie.

L'Ukraine est exsangue après l'évacuation des troupes de l'impérialisme allemand : 7 millions de morts, récoltes détruites, villes dévastées... Si les populations d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie vivent majoritairement le rattachement à l'URSS comme une nouvelle invasion (ils ont été conquis en 1940 grâce à un accord entre Hitler et Staline), celles de Biélorussie et d'Ukraine (souvent russophones) se sentent davantage libérées de la colonisation nazie. En outre, la victoire de l'Armée rouge unifie leur territoire historique. Ainsi, la République d'Ukraine est augmentée de la Galicie, de la Ruthénie, de la Bucovine et de la Bessarabie.

De multiples migrations spontanées d'ensuivent et aussi des épurations ethniques opérées délibérément par les États. En ce qui concerne la seule Ukraine, plus d'un million de personnes sont déportées de force dans un sens ou un autre.

Le déplacement des frontières de l'Ukraine vers l'ouest entraîna des transferts significatifs de population entre la Pologne et l'Ukraine, dont 800 000 Polonais déplacés dans un sens et presque 500 000 Ukrainiens dans l'autre. (Paul Kubicek, The History of Ukraine, 2008, Greenwood Press, p. 111)

Les Hongrois et Allemands d'Ukraine subcarpathique sont arrêtés en masse et déportés en Sibérie (24 000). Les Ukrainiens eux-mêmes échappent au sort des Tatars.

Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. (Nikita Khrouchtchev, « Rapport au 20^e congrès du PCUS », 1956, dans Branko Lazitch, Le Rapport Khrouchtchev et son histoire, 1976, Seuil, p. 117)

La gestion de l'Ukraine unifiée est confiée de nouveau au satrape Khrouchtchev.

Pour les Ukrainiens, Khrouchtchev symbolisait la répression des années trente... C'est dans les nouvelles provinces incorporées à l'Ukraine que l'ordre soviétique s'abattit avec la plus grande rigueur. En Ukraine occidentale et en Galicie, après l'expulsion des minorités polonaises, ce furent les populations ruthéno-ukrainiennes qui furent à leur tour victimes de l'épuration... (Henry Bogdan, Histoire des peuples de l'ex-URSS, 1993, Perrin, p. 271)

La reprise en main politique de l'Ukraine est douloureuse.

Entre 1939 et 1947, 1,1 millions d'Ukrainiens ont été déportés au goulag ; 620 000 furent libérés, 170 000 moururent en captivité. (France Meslé & Jacques Vallin, Les Cahiers de l'INED n° 152, juillet 2003)

L'économie ukrainienne renaît. L'agriculture produit 30 % du blé de l'URSS, 40 % de la betterave et 40 % de la pomme de terre, pour une superficie totale de seulement 3 % de l'État fédéral. L'industrie manufacturière est reconstruite à l'est et amorcée à l'ouest.

Toute la culture, y compris la science, est sous la tutelle stérilisante du régime. La bureaucratie xénophobe dénonce le « cosmopolitisme » qui peut englober, suivant les besoins, la minorité juive, la culture étrangère ou l'internationalisme prolétarien. La russification reprend en Ukraine. Cela facilite le travail des nationalistes bourgeois ukrainiens.

Les organisations militaires de partisans nationalistes (en Ukraine, l'UPA comptait 20 000 combattants à l'automne 1944) résistaient à l'intégration forcée dans l'empire soviétique et rencontraient la sympathie des paysans hostiles à la collectivisation... ce fut seulement à la fin de 1950 que le régime soviétique prit le contrôle de l'Ukraine occidentale. (Sabine Dullin, Histoire de l'URSS, 1994, La Découverte, p. 56)

1953-1964 : L'UKRAINE ET LA CRIMÉE À L'ÉPOQUE DE LA « DÉSTALINISATION »

L'atmosphère de préparation d'une purge qui prévalait à la veille de la mort de Staline recréait parmi les bureaucrates le sentiment d'insécurité, la conscience de la précarité de leur situation et de leur existence même... (Pierre Broué, Histoire du Parti bolchevique, 1963, Minuit, p. 508)

La bureaucratie de l'URSS veut cesser de vivre dans la terreur, mais elle va ouvrir une boîte de Pandore. Le « présidium » (nom qu'a pris le bureau politique en 1936 à 1966) et le comité central du Parti « communiste » de l'URSS, évincés depuis la guerre par le secrétariat personnel de Staline, se réunissent à nouveau. Khrouchtchev, nommé secrétaire du parti unique, entame un processus de sortie du totalitarisme (« déstalinisation ») en même temps qu'il essaie de négocier avec l'impérialisme américain (« coexistence pacifique ») et de rééquilibrer la croissance économique (« rattraper et dépasser les États-Unis »).

La « déstalinisation » présente dès le début des limites. Inspirée par la disparition de Staline et déclenchée par l'intensification du travail exigée en RDA par Ulbricht, la révolution ouvrière d'Allemagne de l'est est brisée par les Forces armées « soviétiques » en juin 1953. Il n'est pas question de laisser les travailleurs prendre le pouvoir en RDA, car la contagion toucherait toute l'Allemagne, toute l'Europe et l'URSS elle-même.

Après la 2^e guerre mondiale, les forces armées « soviétiques » n'affrontent jamais une armée impérialiste ; elles servent principalement à intimider et réprimer les travailleurs allemands, hongrois, polonais, tchécoslovaques... et ceux de l'URSS. D'autant que des grèves de travailleurs salariés éclatent à Moscou, Leningrad et Kiev en 1953. Stimulés aussi par la mort du despote, les travailleurs esclaves du goulag se mettent en grève à Vorkouta, Norilsk, Kenguir, Taïchet, Ekibastouze, Djezkazgane en 1953-1954. Ils sont généralement fusillés mais ils contribuent à la crise du stalinisme.

En février 1956, Khrouchtchev délivre au 20^e congrès du PCUS un *Rapport sur le culte de la personnalité* qui se révèle incapable d'expliquer les racines sociales et politiques de la tyrannie de son ancien maître. Cependant, il dénonce le recours à la torture, la terreur qu'a fait régner Staline, son ignorance économique et ses limites militaires. Il rend publics les derniers écrits de Lénine, accablants pour Staline. Ainsi, il joue avec le feu, dynamitant de manière irréversible l'idéologie et l'autorité de la bureaucratie étatique, ce dont Thorez et Mao s'émeuvent.

Dans son rapport, Khrouchtchev aborde l'oppression nationale qu'il réduit à la déportation interne de peuples entiers. Encore est-il sélectif car il oublie les Baltes, les Allemands de la Volga et les Tatars de Crimée. Il ne dit mot des déportations externes, dont l'épuration ethnique des Polonais d'Ukraine. À la suite du 20^e congrès, Khrouchtchev libère 310 000 prisonniers du Goulag, desserre la censure et annule des mesures xénophobes quoique cette magnanimité ne s'étende pas aux Tatars.

Les « peuples punis » furent amnistiés puis autorisés à rentrer chez eux, à l'exception des Tatars de Crimée. (Sabine Dullin, *Histoire de l'URSS*, 1994, La Découverte, p. 71)

La République d'Ukraine se voit accorder plus d'autonomie.

Le pouvoir de Khrouchtchev fut favorable à l'Ukraine. Parce qu'il considérait l'Ukraine comme sa base politique, il promut plusieurs dirigeants d'Ukraine au gouvernement de toute l'URSS à Moscou. Pour la première fois depuis les années 1920, des Ukrainiens de souche furent cooptés au pouvoir dans la République et dominèrent la hiérarchie du Parti communiste ukrainien. L'économie fut décentralisée, ce qui donnait plus de prise aux ministres ukrainiens sur les entreprises locales. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 112)

En 1954, Khrouchtchev intègre, sans consultation de la population et encore moins des Tatars déportés, la Crimée à l'Ukraine.

En 1954, pour célébrer le 300^e anniversaire du traité de Pereïaslav, la Crimée fut transférée de la République de Russie à celle de l'Ukraine, en dépit de la composition majoritairement russe de la Crimée, des Russes étant venus la repeupler quand les Tatars avaient été déportés. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 113)

Mais la déstalinisation va s'arrêter face à la mobilisation des étudiants et des travailleurs de Pologne et de Hongrie. La bureaucratie de l'URSS fait de face à une insurrection prolétarienne dans la zone-tampon qu'elle s'est ménagée contre l'impérialisme.

En 1956, Khrouchtchev décide d'écraser la révolution ouvrière de Hongrie qui comporte, comme celle d'Allemagne de 1953, une dimension de révolte contre l'oppression nationale et qui rallie la majorité du Parti communiste hongrois.

En 1957, Khrouchtchev tente de décentraliser la planification : il crée des « conseils économiques régionaux » (sovnarkhozes) : il y en a 104 au total, dont 11 en Ukraine. La réforme échoue globalement, bien que la croissance développement de l'agriculture, du bâtiment et de l'industrie des biens de consommation améliore le niveau de vie des masses. Par exemple, l'entreprise ukrainienne ZAZ commence à fournir des voitures à partir de 1956. En 1961, au 22^e congrès du PCUS, Khrouchtchev affirme que l'URSS parviendra au communisme en 20 ans. Cependant, en 1962, une augmentation des prix de produits alimentaires suscite grèves et émeutes, à partir d'une usine de locomotives, à Novotcherkassk, près de Volgograd : 26 manifestants sont tués et 87 autres blessés par les forces de répression.

Le choc de la déstalinisation, la menace de révolution prolétarienne, l'humiliation subie devant les États-Unis à Cuba en 1962 (« crise des missiles ») et certains échecs économiques (comme « l'opération des terres vierges » lancée en 1954) contribuent à la destitution de Khrouchtchev par le présidium en octobre 1964.

1964-1989 : L'UKRAINE EMPORTÉE DANS LE DÉCLIN DE L'URSS

Les facteurs de désagrégation ne disparaissent pas pour autant. Plus l'économie de transition est développée et plus elle devient complexe, plus elle nécessite son intégration à l'économie mondiale et la participation aux décisions des producteurs eux-mêmes. Or, la bureaucratie est incapable d'assurer la première dans des conditions favorables par la révolution communiste dans un ou plusieurs pays avancés. Elle refuse encore plus la démocratie soviétique qui serait pour elle un suicide immédiat.

Les successeurs de Khrouchtchev (Brejnev, Andropov, Tchernenko, Gorbatchev) contribuent à empêcher la révolution socialiste mondiale, en particulier en Tchécoslovaquie (1968) et en Pologne (1971, 1981), mais aussi, grâce à leur influence sur des partis ouvriers et des confédérations syndicales, en France (1968), en Italie (1969), au Chili (1973), en Grèce (1973), au Portugal (1974), en Espagne (1976), au Nicaragua (1979), en Iran (1979), en Afrique du Sud (1990)...

Par conséquent, face à la pression militaire permanente de l'impérialisme américain et de son OTAN, la bureaucratie de l'URSS n'a d'autre recours

que l'épuisante « course aux armements » qui déforme la production et pèse lourdement sur la consommation des masses. L'économie militaire est particulièrement implantée en Ukraine : chantiers navals de la ville de Mykolaïv, aéronautique...

C'est seulement après la Seconde guerre mondiale, plus précisément après la mort de Staline, que le « complexe militaro-industriel » dit VPK, connaît une expansion... L'Ukraine représentait 40 % du VPK de l'ex-URSS. 90 % des activités étaient concentrées à l'est. (Annie Daubenton, Ukraine, l'indépendance à tout prix, 2009, Buchet-Chastel, p. 103)

En 1965, l'écrivain ukrainien Ivan Dziuba rédige un essai qui oppose le chauvinisme stalinien à la politique bolchevik des nationalités (*Internationalisme ou russification ?*). L'ouvrage est interdit, Dziuba est licencié, il est emprisonné en 1972 pour 18 mois, à l'époque où Petro Shelest dirige la république d'Ukraine. Pourtant, profitant de l'affaiblissement du centre consécutif à la « déstalinisation », le porte-parole de la bureaucratie ukrainiennes tente de desserrer la tutelle grand-russe.

*Petro Chelest, un Ukrainien de souche qui était devenu le chef du KPU [Parti communiste d'Ukraine] en 1963... Celui-ci affronta Brejnev et la direction de Moscou parce qu'il était un avocat décidé de l'économie et de la culture ukrainiennes... Pour lui, « l'Ukraine soviétique devait être une Ukraine forte avec une économie développée et une culture nationale ». En tant qu'ancien manager dans l'industrie manufacturière, Chelest insistait pour que l'Ukraine reçût une juste part de l'investissement soviétique et il protestait contre les politiques qui réaffectaient des fonds pour l'industrie minière d'Ukraine à l'extraction de gaz et de pétrole en Sibérie. Il parlait ukrainien comme langue maternelle et n'hésitait pas à rendre hommage à la langue et à la tradition nationale dans ses discours... (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 113)*

Léonid Brejnev, un Ukrainien de langue russe, le destitue en 1972.

Quand Brejnev consolida son pouvoir à la fin des années 1960 et au début des années 1970, il se tourna contre Chelest et les autres dirigeants des Républiques. Il élimina Chelest en 1972. (Paul Kubicek, p. 113)

Brejnev nomme alors Vladimir Chtcherbitski afin de ramener la république d'Ukraine dans l'orbite grand-russe. La voie des institutions officielles et de la réforme de l'URSS se révélant bouchée, en l'absence d'opposition prolétarienne reprenant le flambeau du bolchevisme, la « dissidence » prend alors en Ukraine une tournure nettement nationaliste (et cléricale).

En même temps que le chômage réapparaît, la pègre s'épanouit à l'échelle de toute l'URSS en lien avec le pourrissement de la bureaucratie.

La stabilité des cadres sous Brejnev favorisa le développement de la corruption et la mise en place de réseaux mafieux (pratiquant le détournement de fonds, la contrebande et le trafic de drogue) qui parasitaient

l'économie officielle et possédaient des complicités à tous les niveaux de l'appareil, jusque dans l'entourage de Brejnev. (Sabine Dullin, *Histoire de l'URSS*, 1994, La Découverte, p. 86-87)

Brejnev décède en 1982 et est remplacé par Iouri Andropov qui meurt lui-même en 1984. En 1973, l'URSS signe les accords d'Helsinki avec les États-Unis et tous les États européens. Ils affirment l'inviolabilité des frontières et réclament le respect des libertés démocratiques, en échange de la promesse (illusoire) de la fin de la course aux armements qui épuise l'URSS.

À partir de sa nomination au poste de secrétaire général du PCUS en mars 1985, Gorbatchev tente de mener de front des réformes économiques (*perestroïka*) pour faire repartir la croissance, des réformes politiques (*glasnot, demokratizatsiia*) pour élargir la base sociale du régime et des concessions à l'impérialisme (au Nicaragua, en Afrique du Sud, en Afghanistan, en Allemagne...) pour en obtenir des crédits et la fin de la course aux armements.

En 1986, la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl (Ukraine) montre l'impéritie de la bureaucratie de l'URSS. Gorbatchev et Chtcherbitski camouflent le danger à la population.

Avec la libéralisation politique, les publications et les regroupements se multiplient, dont certains défendent les libertés démocratiques (comme Memorial) et d'autres le fascisme (comme Pamiat, héritière des Cent-Noirs antisémites du tsarisme). En Ukraine, des associations petites-bourgeoises mettent en avant la langue ukrainienne et tentent de s'appuyer sur les bourgeoisies impérialistes ouest-européennes et nord-américaines (que la bureaucratie du Kremlin sollicite elle-même de plus en plus).

Le bolchevisme ne renaît pas. Aucune organisation marxiste de taille significative n'émerge en Russie ni en Ukraine, à cause de la destruction de la 4^e Internationale en 1949-1953 sous l'influence du stalinisme.

1989-1992 : LA CLASSE OUVRIÈRE D'URSS PARALYSÉE FAUTE DE PARTI PROPRE

Des regroupements nationalistes se développent sous les appellations de Groupe ukrainien d'observation des accords d'Helsinki (UUH, 1976) et de Mouvement populaire d'Ukraine (Roukh, 1989). Celui-ci organise des manifestations de rue à l'ouest qui restent sans écho à l'est et au sud.

En juillet 1989, les mineurs du Kouzbass (sud de la Sibérie) cessent le travail. En septembre, Gorbatchev accorde aux républiques de la fédération le droit de nouer des relations avec les États étrangers et les organismes internationaux. Les mineurs du Donbass (est de l'Ukraine) entrent en grève.

Les grèves étaient de nature économique, les travailleurs demandaient des augmentations de salaire, l'amélioration de leurs conditions de travail, le ravitaillement des magasins, en particulier de savon. Les grèves

*constituaient une réaction à la détérioration des conditions économiques consécutive à la perestroïka... Elles n'avaient pas de dimension nationaliste, et tenaient à distance les rares représentants locaux du Roukh et de l'UUH, voire leur étaient hostiles... Les mineurs mirent sur pied des comités de grève indépendants pour protester contre les politiques d'entreprise et d'État. Ils reprirent le travail fin juillet après que Moscou ait accédé à toutes leurs revendications, incluant plus d'auto-gestion des mines. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 129)*

Le secrétaire du Parti communiste d'Ukraine Chtcherbitski est destitué. En octobre, le droit de grève est accordé. En novembre, les mineurs de charbon de Vorkouta (au nord de la Sibérie) font grève. Le mouvement des mineurs se dresse contre la bureaucratie. Mais celle-ci parvient à ruser en négociant, en concédant et éteint la grève région après région.

Les travailleurs du Kouzbass, du Donbass et de Vorkouta ne parviennent pas à se joindre et à tracer une voie pour toute la société car le stalinisme est parvenu, en 60 ans, à briser sur place la continuité avec le bolchevisme et la révolution d'Octobre et internationalement à liquider la 4^e Internationale dont le programme était de renverser la bureaucratie pour sauver l'État ouvrier. Le mouvement ouvrier mondial entre en crise théorique et stratégique à un niveau sans précédent. Faute de direction, faute de parti à eux, les travailleurs d'URSS sont réduits à être spectateurs ou des auxiliaires de forces sociales qui les écrasent ou qui veulent l'exploiter.

Les nouveaux capitalistes, oligarques ou mafieux (ou les deux à la fois), trouvent leur représentant politique en Eltsine, qui a rompu avec le PCUS en perdition et qui dirige la République de Russie grâce aux premières élections libres.

En Ukraine, aux élections de mars 1990, le Bloc démocratique (dominé par le Roukh) est majoritaire en Galicie et obtient un quart des suffrages au total. Le ralliement à l'indépendance de la majorité du PCUK dirigée par Kravtchouk lui permet de conserver la majorité.

Les grèves se multiplient en 1991 en URSS, mais aucun parti ouvrier n'émerge. Sans programme, sans parti, la classe ouvrière se révèle, malgré son potentiel et ses luttes, incapable de préserver la propriété collective, de sauver la fédération et de prétendre au pouvoir.

Pour rétablir l'ordre et préserver l'URSS, l'aile « conservatrice » de la bureaucratie tente un coup d'État, en août 1991. Le cerveau de la conspiration, le président du KGB Krioutchkov, a participé à la répression en Hongrie en 1956. Les putschistes n'ont qu'un faible écho dans la population, leur appel ne faisant aucune référence à la lutte de classe ni au socialisme, promouvant des « économies modernes de marché », leur première mesure étant d'interdire toute manifestation.

Eltsine en triomphe aisément en s'appuyant sur l'armée, les medias et des manifestations à Moscou et à Leningrad. Gorbatchev, complaisant à l'égard du coup, en sort marginalisé. Eltsine interdit le PCUS, adopte le drapeau tricolore de l'Empire russe.

Pour restaurer pleinement le capitalisme, pour transformer la force de travail en marchandise, pour extorquer la plus-value, pour accumuler le capital, la bourgeoisie russe émergente abat ce qui reste de l'État ouvrier que la bureaucratie a sapé depuis 1923. Le 8 décembre 1991, à Minsk, se déroule un coup d'État qui est, lui, victorieux : les présidents de la Russie, de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan dissolvent l'URSS.

1989-1992 : LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES S'ENGOUFFRENT À L'EST DE L'EUROPE

L'abolition en 1989, sous la pression de la population est-allemande, de la frontière qui la retenait prisonnière et divisait l'Allemagne, puis la restauration du capitalisme amorcée par les bureaucraties de Roumanie, de Pologne et de Hongrie en 1989 et enfin l'éclatement de l'URSS en 1991 livrent les travailleurs de toute l'Europe centrale et orientale à l'exploitation capitaliste (ou à son corrélatif, le chômage), ouvrent cette zone aux marchandises et aux groupes capitalistes des États-Unis, d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne...

Par exemple, quand l'Ukraine envisage d'exploiter ses ressources en gaz de schiste au lieu de dépendre des importations de Russie, deux compagnies américaines sont sur les rangs.

Selon le rapport de l'administration américaine de l'énergie (EIA) de juin 2013, elles lui confèreraient (hors Russie) le troisième rang européen derrière la Pologne et la France. Deux majors pétroliers ont signé des accords de prospection en Ukraine dans le domaine du gaz de schiste, Shell à l'Est en janvier 2013 sur le champ gazier de Yuzivska et Chevron à l'Ouest (zone d'Oleska) en novembre 2013. (Les Échos, 22 mai 2014)

Pour sa part, l'Union européenne (UE) jouit de sa proximité géographique, de sa relative prospérité et de son caractère apparemment démocratique et fédératif. L'Allemagne et la France ont conçu l'UE, dès 1957, comme le moyen de surmonter pacifiquement l'étroitesse de leurs frontières et de faire face à la supériorité de leurs rivaux impérialistes d'alors (américain et japonais). Mais les bourgeoisies nationales s'avérant incapables de se passer de leur État archaïque, il n'y a pas d'unification européenne. Au contraire, le continent continue à se fragmenter. La seule exception est la disparition de la RDA.

Dès 1990, l'Allemagne capitaliste absorbe l'Allemagne de l'Est, où le capitalisme avait été exproprié en 1947 puis la classe ouvrière écrasée en 1953. La frontière de l'UE est repoussée à l'est. Puis l'Union européenne est rejointe

par 11 États d'Europe centrale : en 2004, l'Estonie (ex-URSS), la Lettonie (ex-URSS), la Lituanie (ex-URSS), la Pologne, la Tchéquie (ex-Tchécoslovaquie), la Slovaquie (ex-Tchécoslovaquie), la Hongrie, la Slovénie (ex-Yougoslavie) ; en 2007, la Roumanie et la Bulgarie ; en 2013, la Croatie (ex-Yougoslavie). Depuis mai, l'Union européenne propose un partenariat à l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan ; l'offre ne s'étend pas à la Russie.

Mais, l'UE n'étant qu'un bloc entre États, elle ne dispose pas d'armée propre et ne peut garantir en tant que telle à ses membres une défense. Au point de vue militaire, les États-Unis gardent la prépondérance mondiale par leur budget militaire colossal (4,1 % du PIB en 2014). En 2003, une coalition menée par les États-Unis comportant la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, la Pologne... envahit l'Irak, alliée de la Russie, sous un prétexte mensonger, malgré l'opposition de cette dernière, de la Chine, de l'Allemagne et de la France.

L'armée américaine, comme toute armée impérialiste, a pour fonction de protéger les intérêts collectifs des grands groupes capitalistes étatsuniens. Les États-Unis ne tolèrent pas de troupes étrangères sur leur territoire mais ils entretiennent dans le monde entier une flotte gigantesque et des enclaves qui leur sont concédées. Ainsi, en Europe, ils disposent de bases militaires en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Grèce, au Portugal, au Danemark, aux Pays-Bas, en Turquie...

En Europe, le militarisme étasunien recourt au masque de l'Alliance atlantique (OTAN). En 1999, l'OTAN intervient en Serbie, un allié de la Russie, (sous prétexte d'un génocide envers la minorité albanaise d'une région de Serbie, le Kosovo). En 2001, l'OTAN envahit l'Afghanistan qui jouxte des États issus de l'URSS : le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan.

La nouvelle bourgeoisie russe est affaiblie par l'adhésion à l'OTAN d'États qui firent partie de la zone tampon de l'URSS (Hongrie, Pologne, Tchéquie en 1999 ; Bulgarie, Roumanie, Slovaquie en 2004) et même de l'URSS (Estonie, Lituanie, Lettonie en 2004). Elle est confrontée à un véritable encerclement par l'implantation d'une nouvelle base américaine au Kirghizistan, d'une base de l'OTAN au Kosovo et d'une autre en Pologne.

En 2003, la prétendue « révolution des roses » change le gouvernement de la Géorgie, qui postule désormais à l'ONU et renforce son armée en s'appuyant sur les États-Unis. En 2004, la « révolution orange » secoue l'Ukraine contre l'immixtion russe. En 2008, le Kosovo, aux mains des nationalistes mafieux issus de l'UCK maoïste, proclame son indépendance que les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, reconnaissent immédiatement tandis que la Chine et la Russie la condamnent. La Biélorussie et l'Ukraine sont attirées par l'UE, voire l'OTAN.

1991-2015 : LA RENAISSANCE DE L'IMPÉRIALISME RUSSE

La Russie de Poutine est aussi impérialiste que celle Nicolas II. Elle présente deux traits caractéristiques : formation de groupes capitalistes de dimension internationale, oppression d'autres nations.

En effet, le capitalisme russe repose sur des grands groupes du gaz et du pétrole, du nucléaire civil, des armements, du lancement de satellites, de la banque...

La Russie déploie des stratégies articulées pour s'imposer comme super-puissance énergétique et poursuit activement la constitution de grands groupes capables de se mesurer à leurs concurrents étrangers. Ses sociétés sont de plus en plus nombreuses à s'établir sur les places boursières internationales. (Gilles Favarel-Garrigues & Kathy Rousselet, *La Russie contemporaine*, 2010, Fayard, p. 182)

Par ailleurs, l'État bourgeois russe est oppresseur, en son propre sein, de plusieurs nations, sans compter une domination avérée sur d'autres nations formellement indépendantes de sa périphérie. En 1991, la Russie néocapitaliste bricole, dans l'urgence, une alliance nommée Communauté des États indépendants (CEI), à laquelle adhèrent tous les États issus de l'URSS, sauf les pays baltes. Jamais dissoute, la CEI reste une coquille vide, ce qui conduit en 1995 à la création d'une union douanière réduite à la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. En 2000, cet accord est rebaptisé Communauté économique eurasiennne. En 2014, celle-ci est remplacée par l'Union économique eurasiatique (UEEA).

La puissance économique, militaire, diplomatique et politique de l'impérialisme russe est certes dérisoire par rapport à l'impérialisme dominant, mais elle est démesurée par rapport aux pays limitrophes, à l'exception de la Chine dont elle recherche l'alliance pour pouvoir tenir tête aux États-Unis. Héritage de l'URSS, l'État russe dispose d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans la plus grande partie du monde, son influence est réduite ; pour ses voisins immédiats, la pression économique et la menace militaire sont sensibles. À l'occasion, la bourgeoisie russe recourt au chantage de ses exportations de gaz et de pétrole.

L'utilisation de « l'arme » énergétique est systématisée... Initié avec l'Ukraine dans l'hiver 2005-2006, l'alignement des livraisons de gaz russe sur les cours mondiaux est vite élargi à l'ensemble des clients de Moscou, y compris ses alliés les plus fidèles comme la Biélorussie et l'Arménie... L'ampleur de la réaction à l'attaque géorgienne les 7-8 août 2008, avec l'occupation temporaire d'une partie du territoire géorgien puis la reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, puis de la nouvelle « guerre du gaz » avec Kiev en janvier 2009 ne laissent guère de doute sur la détermination du Kremlin à utili-

ser tous les moyens pour préserver son influence dans ce qu'il considère comme sa sphère d'intérêt stratégique. (Jean Radvanyi, « La Puissance russe défiée dans son étranger proche », dans Gilles Favarel-Garrigues, Kathy Rousselet, *La Russie contemporaine*, 2010, Fayard, p. 204)

L'armée est certes inférieure à celle des États-Unis, mais sans rivale en Europe centrale et dans le Caucase.

Cette réforme avait été planifiée dès le deuxième mandat présidentiel de Vladimir Poutine (2004-2008), mais elle n'a été achevée que sous Dmitri Medvedev (2008-2012), à une époque où les relations avec l'Occident étaient bonnes. Elle est due à un changement radical de la doctrine militaire : la décision fut prise, contre l'avis d'une partie des chefs du complexe militaro-industriel russe, de moderniser les forces armées grâce à l'achat d'armements et de technologies à l'étranger. (Pavel Felgengauer, *Politique internationale* n° 145, hiver 2014-2015)

Aujourd'hui, le budget militaire représente 4,4 % du PIB (à peu près la même proportion que le militarisme américain). Elle a organisée une alliance militaire (l'OTSC) avec l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Serbie, la Tadjikistan). Elle a obtenu des bases militaires (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Syrie, Tadjikistan). En 2012, le Kirghizstan prolonge de la présence militaire russe sur la base de Kant jusqu'à 2032 ; il ferme la base américaine de Manas en 2014. En Syrie, la base militaire est à Tartous, un port sur la Méditerranée.

Quand, dans la cadre de la poussée révolutionnaire qui ébranle l'Afrique du nord et le Proche-Orient, la population tente en 2011 de secouer la dictature du Baas et de la dynastie Assad, la Russie apporte son soutien diplomatique au régime et continue à lui vendre des armes. Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine et la Russie s'opposent à toute sanction durant toute l'année 2013. Prenant prétexte d'une attaque au gaz sarin en 2014 par l'armée près de Damas, la France et les États-Unis menacent d'intervenir ; néanmoins, Poutine sauve Bachar el-Assad en proposant que le régime s'engage à détruire ses armes chimiques.

L'État impérialiste russe délivre des passeports aux minorités russes des États voisins. Les gouvernements bourgeois russes successifs jouent des minorités russes au sein des États voisins qui tentent de se tourner vers l'UE et l'OTAN (Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Ukraine).

Au nom des liens du sang et des solidarités historiques et culturelles, Moscou entend garder un droit de regard sur les populations russes demeurant dans les nouveaux États indépendants... En Ukraine, la Russie soutient les revendications autonomistes de la population de Crimée. (Françoise Daucé, *La Russie postsoviétique*, 2008, La Découverte, p. 41)

Par contre, Poutine, qui réclame aujourd'hui le fédéralisme pour l'Ukraine, met fin à l'autonomie des minorités non russes en Russie.

Poutine abolit, au nom de la lutte contre le terrorisme et la corruption, les élections directes des gouverneurs et des présidents de républiques. Après une loi examinée en urgence au Parlement en décembre 2004, elles seront remplacées par un retour aux nominations par le Kremlin. (Jean-Charles Lallemand, « L'Émancipation et la mise au pas des pouvoirs régionaux », dans Gilles Favarel-Garrigues, Kathy Rousselet, *La Russie contemporaine*, 2010, Fayard, p. 136)

Le chauvinisme règne dans les médias russes, particulièrement en cas de conflit.

1991-2009 : LA BOURGEOISIE UKRAINIENNE EN ÉQUILIBRE INSTABLE ENTRE IMPÉRIALISMES

En octobre 1990, les étudiants se mobilisent pour la « démocratie », la « réforme économique » et la souveraineté, ils sont protégés par le renfort des travailleurs, en particulier de l'usine Arsenal (Kiev). En conséquence, le Premier ministre est démis et Leonid Kravtchouk, ancien dirigeant du PCUK, président du Parlement prend les rênes. En novembre 1990, il signe un traité avec Eltsine.

Profitant de la paralysie des institutions de l'URSS, le parlement ukrainien (qui reprend le nom de Rada) proclame l'indépendance le 24 août 1991, ce qui scelle le sort de l'URSS. Le Komunistychna Partia Ukraïny (KPU, Parti communiste ukrainien) est dissout, interdiction qui sera levée plus tard. À Kiev, la statue de Lénine est remplacée par un écran publicitaire géant.

Le 1^{er} décembre 1991, un référendum plébiscite l'indépendance (90 %). Partout, le Oui l'emporte, même dans les parties russophones : en Crimée (54 %), dans l'est (88 %) et dans le sud (87 %).

Contrairement à l'Estonie et la Lettonie aux mains de nationalistes qui persécutent leur minorité russe, la Lituanie et l'Ukraine ménagent la leur, ce qui facilite la coexistence et la fusion.

Dans les pays baltes, dès 1991, les russophones ont été invités à apprendre l'estonien ou le letton. Ils ont dû se soumettre à des examens de langue pour occuper des emplois publics et n'ont pas obtenu la nationalité de façon automatique, ni le droit de vote... En Ukraine, tous les habitants ont obtenu la nationalité ukrainienne à l'indépendance en 1991... (Alain Guillemoles, *Ukraine, le réveil d'une nation*, 2015, Les Petits matins, p. 159)

Il ne faut pas confondre russophone et russe. Les Tatars s'expriment en russe. La plupart des habitants du pays comprennent l'ukrainien et le russe ; plus de 40 % disent parler les deux en 2010 ; les jeunes générations

les mêlent à l'oral (surzhik). Les deux langues cohabitent sans système d'interprétariat au parlement et dans les médias. Les unions familiales entre ceux et celles qui se définissent comme ethniquement Ukrainiens avec ceux et celles qui se définissent comme Russes sont fréquentes.

Lors de l'élection présidentielle, tenue aussi le 1^{er} décembre 1991, Kravtchouk l'emporte sur le candidat du parti nationaliste bourgeois Roukh (61 % contre 23 %). Le président et son opposition ont la même ambition : bâtir un État bourgeois solide en Ukraine, pour parrainer un capitalisme ukrainien.

Tant Leonid Kravtchouk, l'ancien communiste élu président en décembre 1991 que l'opposition nationale-démocrate de la Roukh et d'autres partis d'accordèrent au début des années 1990 sur la nécessité de bâtir des institutions étatiques solides. (Paul Kubicek, *The History of Ukraine*, 2008, Greenwood Press, p. 142)

Comme en Russie, les nouveaux capitalistes (les oligarques) pillent la propriété collective en même temps que le grand banditisme.

La prise de contrôle se fait souvent de manière ouvertement criminelle. On pousse d'abord l'entreprise à la faillite ou le directeur à la démission. Si le responsable n'a toujours pas cédé, les forces de l'ordre ou les services de sécurité – achetés par le clan – se chargent de menaces plus convaincantes. (Annie Daubenton, *Ukraine, l'indépendance à tout prix*, 2014, Buchet-Chastel, p. 115)

L'indépendance perturbe l'appareil industriel qui était complémentaire de celui de la Russie au temps de la planification. D'où l'écho des accords économiques avec la Russie, surtout dans l'industrie minière et manufacturière, surtout dans l'est de l'Ukraine. L'Ukraine devient un pays d'émigration massive, estimée à 5,5 millions de personnes, ce qui explique en partie la popularité du rattachement à l'Union européenne. L'adhésion de leur État permettrait aux travailleurs et étudiants ukrainiens de circuler librement dans l'UE et plus facilement dans le reste du monde.

Le pilage de la propriété collective et la transformation des travailleurs en exploités ne concernent pas seulement l'industrie, ils s'étendent à l'agriculture.

Dans les années 1990, l'Ukraine a vu disparaître environ 12 000 anciennes fermes collectives (kolkhozes) dont les employés (7 millions de personnes, soit environ 40 % de la population rurale) ont souvent été embauchés par de nouvelles structures. (Gilles Lepesant, *Les Études du CERI* n° 212, juin 2015)

L'agriculture est performante grâce à la taille et à la productivité des nouvelles entreprises capitalistes de l'est et du centre, au détriment des sols.

La croissance du secteur agricole s'est traduite... par une concentration des terres en agroholdings particulièrement efficaces à l'exportation.

Les cent plus grandes exploitations contrôlaient ainsi 30 % de la surface agricole ukrainienne. (Gilles Lepesant, Les Études du CERI n° 212, juin 2015)

La restauration du capitalisme conduit à un effondrement du niveau de vie des travailleurs pire qu'en Russie, au raccourcissement de l'espérance de vie, au creusement des inégalités.

Malgré toutes les promesses des partis nationalistes, l'Ukraine indépendante est bien obligée de composer avec l'impérialisme américain triomphant et l'impérialisme russe renaissant. En décembre 1991, Kravtchouk (Ukraine) signe avec Eltsine (Russie) et Chouchkievitch (Biélorussie) le traité de la Communauté des États indépendants (CEI). L'Ukraine rejoint en 1992 le Fonds monétaire international (FMI), une entente entre puissances impérialistes qui prête aux États en difficulté en échange de mesures favorables au capital mondial.

À partir de 1992, l'Ukraine négocie la répartition des dépouilles de l'armée de l'URSS avec la Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne.

L'Ukraine entra en négociation avec la Russie et d'autres États post-soviétiques pour le partage de l'armée soviétique. La position de l'Ukraine était que les troupes et l'équipement stationné en Ukraine devaient s'incorporer aux forces armées ukrainiennes, les 800 000 soldats hérités de l'URSS devant prendre l'engagement de défendre l'Ukraine. Le refus ukrainien de céder ces atouts à la Russie compliqua les relations avec celle-ci et aussi les États occidentaux, préoccupés par la sécurité de l'arsenal nucléaire soviétique. De son côté, l'Ukraine cherchait à obtenir, en contrepartie des missiles, des compensations financières et des garanties de sécurité de la part de la Russie comme des États occidentaux. (Paul Kubicek, The History of Ukraine, 2008, Greenwood Press, p. 142)

Les quatre aboutissent en 1994 au Mémorandum de Budapest. L'Ukraine renonce à l'arme nucléaire en échange de la reconnaissance de ses frontières, Crimée incluse, par la Russie.

La nouvelle bourgeoisie tente de résister aux appétits opposés du nouvel impérialisme russe et des vieux impérialismes occidentaux, afin de conserver une base à l'accumulation autochtone du capital.

Économiquement, on peut dire que Koutchma [président de 1994 à 2005] puis Ianoukovitch [premier ministre de 2002 à 2005, de 2006 à 2007, président de 2010 à 2014] ont joué le rôle d'État préservant le capital ukrainien... Pendant des années, Koutchma et Ianoukovitch furent aussi capables de différer la question du choix entre intégrer la sphère économique de l'Europe ou celle de la Russie, équilibrant entre Ouest et Est, empêchant les groupes capitalistes russes ou européens

d'absorber les ukrainiens. (Volodymyr Ishchenko, *New Left Review* n° 87, mai 2014)

En 1994, l'Ukraine signe un accord de partenariat avec l'UE et se rapproche de l'OTAN. En 1998, l'Ukraine signe un accord économique avec la Russie pour dix ans. En 2003, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan annoncent un espace économique commun. En 2007, l'Ukraine rencontre l'UE. En 2008, l'OTAN décide que, à terme, la Géorgie et l'Ukraine seront admises dans l'alliance. En 2010, l'Ukraine négocie un accord d'association avec l'UE. En 2013, l'Ukraine signe pour être observatrice dans l'Union économique eurasiatique (UEEA : Russie, Biélorussie et Kazakhstan).

La plupart des politiciens sont des oligarques eux-mêmes, qui servent leurs propres intérêts au lieu de d'exprimer politiquement les intérêts d'ensemble de la classe capitaliste. Sans négliger de truquer à l'occasion les élections et de prendre le contrôle des médias, les partis des oligarques attisent les particularismes locaux, linguistiques et ethniques pour s'assurer une base. Certains commémorent la tsarine Catherine II qui, au compte de la noblesse russe, a écrasé la révolte des paysans d'Ukraine en 1775 et a imposé le servage à l'Ukraine en 1785 ; d'autres réhabilitent les nationalistes de type fasciste (OUN-UPA de Bandera) qui ont servi d'auxiliaires à la colonisation allemande en 1941 et à l'extermination des Juifs et des communistes durant la 2^e guerre mondiale. Ainsi, emportées par des intérêts rivaux et par courte vue, toutes les fractions de la bourgeoisie ukrainienne affaiblissent la capacité de toute leur classe à résister à la pression de bourgeoisies étrangères et préparent, sans le savoir, l'éclatement du pays.

Les relations économiques avec la Chine s'intensifient : l'Ukraine exporte des céréales, bénéficie de prêts et importe des produits industriels. En 2001, le capitalisme ukrainien bénéficie d'une phase d'expansion économique. Mais la crise capitaliste mondiale de 2007-2009 fait replonger l'économie.

2009 : LES PRESSIONS OPPOSÉES DES BANDITS IMPÉRIALISTES S'ACCROISSENT

Le chômage augmente et des dizaines de milliers de petits patrons font faillite. La brutalité de la récession complique le jeu d'équilibre entre l'Union européenne et la Russie.

Le maintien de l'équilibre entre les impérialismes, aussi périlleux et contradictoire fût-il, a toujours été l'axe de la politique domestique et étrangère conduite par le bloc oligarchique. L'Ukraine a été frappée sévèrement par la crise économique de 2007-08, avec un PIB plongeant de 15 pour cent en 2009. La crise a nettement entamé la capacité du pays à maintenir l'indépendance économique, car jusqu'à 60 pour cent du PIB de l'Ukraine sont dépendants des exportations. Une fois combinée avec le déficit croissant de gaz, cette situation a rendu plus pressant une déci-

sion sur l'alignement soit sur la Russie soit sur l'Ouest. (Sean Larson, *New Politics* n° 57, été 2014)

La Russie, d'un côté, et les impérialismes occidentaux (par l'intermédiaire du FMI et de l'UE), de l'autre, augmentent la pression sur l'Ukraine.

Viktor Ianoukovitch, président (Parti des régions) élu en 2010, négocie avec le FMI un emprunt de 15,4 milliards d'euros en contrepartie de coupes budgétaires, de l'augmentation de 100 % du prix interne du gaz et de mesures contre les salariés. Kiev discute en novembre 2011, puis en février 2013 avec l'UE. La Russie adopte des mesures de rétorsion contre les exportations ukrainiennes en août 2013. L'UE propose de donner 45 millions d'euros si l'Ukraine signe l'accord d'association et de prêter 840 millions d'euros si l'Ukraine signe l'accord avec le FMI. Le chantage du FMI et de l'UE n'est guère différent des exigences de la Troïka envers la Grèce, un État membre de l'UE particulièrement malmené par la « grande récession » internationale.

Les conséquences potentielles d'un relèvement brutal des prix de l'énergie, tant pour la population que pour l'industrie de la région orientale du Donbass, peuvent faire hésiter le président ukrainien. La même semaine, il rencontre le président russe Vladimir Poutine à Sotchi. Sans doute discutent-ils déjà d'une solution alternative à celle du FMI. (Julien Vercueil, *Le Monde diplomatique*, juillet 2014)

La Russie manœuvre pour garder l'Ukraine dans son UEEA, en offrant des conditions apparemment moins contraignantes que le FMI et l'UE.

Les grandes lignes de la proposition russe ne sont dévoilées que le 17 décembre, dans un mouvement tactique de M. Poutine pour reprendre la main. Son plan prévoit un prêt de 15 milliards de dollars, une baisse d'un tiers du prix du gaz vendu à son voisin et des assouplissements concernant la dette de Naftogaz envers Gazprom, le tout sans condition affichée. C'est un pied de nez au FMI et à l'Union européenne. (Julien Vercueil, *Le Monde diplomatique*, juillet 2014)

Le président ukrainien refuse alors de céder aux exigences de l'UE.

Le 21 novembre 2013, M. Viktor Ianoukovitch suspend la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne. Cette volte-face déclenche des rassemblements à Maïdan, la place de l'Indépendance de Kiev. (Julien Vercueil, *Le Monde diplomatique*, juillet 2014)

2013 : LES MANIFESTATIONS CHASSENT LE PRÉSIDENT IANOUKOVITCH

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, environ 10 000 manifestants défilent contre la décision du président de choisir, de fait, la Russie plutôt que l'Union européenne. Ils sont brutalement délogés de la place Maidan à Kiev par la police anti-émeute (les berkuts payés le double des policiers ordinaires) causant des dizaines de blessés. Le mécontentement grandit -jusqu'à

500 000 manifestants- plus contre le chômage, la répression et la corruption du gouvernement qu'en faveur de l'adhésion à l'UE.

Un sondage effectué fin 2013 par l'Institut international de sociologie de Kiev montre que 55 % des manifestants sont originaires des régions de l'ouest, mais tout de même 21 % de l'est, les autres provenant des régions centrales... 28 % se définissent comme uniquement russophones, contre 20 % de disant bilingues et 52 % ukrainophones. (Alain Guillemoles, Ukraine, le réveil d'une nation, 2015, Les Petits matins, p. 29)

L'Église orthodoxe d'Ukraine appuie les manifestations, ainsi que les partis Batkivshchyna (Patrie), UDAR (Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme), Svoboda (Liberté). Des politiciens américains (John McCain, Parti républicain ; Chris Murphy, Parti démocrate) prennent la parole sur la place Maidan de Kiev et rencontrent les trois chefs de l'opposition parlementaire, y compris celui du parti fasciste renommé par antiphrase Svoboda en 2004 en présence de Jean-Marie Le Pen. Svoboda réclame ouvertement que l'Ukraine soit réservée aux Ukrainiens.

Un seul parti d'extrême-droite défend l'idée de la préférence nationale pour les Ukrainiens « ethniques », Svoboda. (Alain Guillemoles, Ukraine, le réveil d'une nation, 2015, Les Petits matins, p. 184)

Praviy Sektor (PS, Secteur droit), qui reprend les couleurs de l'UPA fasciste, est encore plus portée à la violence, contre la police du régime... et le mouvement ouvrier.

Praviy Sektor regroupe quelques milliers de personnes... Déçus de Svoboda, des membres de formations ultranationalistes, hooligans, paumés se retrouvent dans ses rangs. Praviy Sektor attire un éventail assez large d'individus dont le dénominateur commun est d'abord le goût pour l'action radicale. (Emmanuel Dreyfus, Le Monde diplomatique, mars 2014)

Le 8 décembre 2013, les bandes de Svoboda abattent à Kiev une statue de Lénine. Le 1^{er} janvier 2014, environ 15 000 nationalistes défilent à l'appel de la Svoboda, du Pravy Sektor et de la brigade Azov pour célébrer le 105^e anniversaire de la naissance du chef fasciste Bandera.

Des journalistes et des opposants sont enlevés, tabassés ou assassinés par les sbires d'Ianoukovitch. Le 16 janvier 2014, une majorité de la Rada (dont le Parti des régions et le Parti communiste d'Ukraine) vote des mesures liberticides. Le 22 février, des tireurs non identifiés causent 82 morts et 622 blessés. Sur le terrain, l'organisation fasciste prend de plus en plus de place. Les fascistes attaquent le mouvement ouvrier au cours des manifestations de Maidan.

L'extrême-droite a chassé un groupe d'anarchistes qui organisaient l'autodéfense. Ils ont aussi attaqué physiquement des gens de gauche et des syndicalistes qui venaient diffuser des tracts de soutien. (Volodymyr Ishchenko, New Left Review n° 87, mai 2014)

Face à la crise politique, un groupe de grands capitalistes décide fin janvier de sacrifier le président.

*Dans un hôtel de Kiev, s'est déroulée une rencontre entre trois hommes d'affaires ukrainiens : Rinat Akhmetov, Dmytro Firtash et un émissaire d'Igor Kolomoïski... Dès lors, tous les grands oligarques prennent leur distance avec le pouvoir. (Alain Guillemoles, *Ukraine, le réveil d'une nation*, 2015, Les Petits matins, p. 71)*

Le 21 février 2014, les ministres des affaires étrangères d'Allemagne (SPD), de France (PS) et de Pologne passent un compromis avec le Ianoukovitch : un gouvernement provisoire avec comme premier ministre Iatseniouk (du parti Batkivshchyna) est mis en place. L'accord, approuvé par Svoboda, est récusé par les manifestants. Le Parti des régions se fracture et la Rada bascule le 22 février. Ianoukovitch est exfiltré par les services secrets (FSB) en Russie. Le 27 février, le parlement ukrainien ratifie le gouvernement provisoire qui comporte des membres de Svoboda et de Praviy Sektor. La présence de plusieurs ministres fascistes au nouveau gouvernement désigné par la Rada n'empêche pas les « démocraties » américaine et européennes de le reconnaître aussitôt.

*Quand on accuse ce gouvernement d'être d'extrême droite, c'est faux. Il y a trois membres du parti Svoboda qui est un parti plus à droite que les autres, mais l'extrême droite n'est pas au sein du gouvernement. (Laurent Fabius, *France Inter*, 11 mars 2014)*

Le même jour, sur proposition des partis Batkivshchyna et Svoboda, la Rada vote l'abrogation de la loi de 2012 sur les langues régionales, ce qui retire le statut de langue officielle aux langues minoritaires, dont le russe dans 13 des 27 régions. Néanmoins, cette loi ne sera pas ratifiée par la présidence.

2014 : L'UKRAINE EST AMPUTÉE DE LA CRIMÉE

La riposte de l'État capitaliste russe au renversement de son atout ukrainien ne se fait pas attendre. La Crimée est très majoritairement russe depuis que Staline a déporté les Tatars en 1944. Elle héberge en outre des bases de l'armée russe. Le vote chauvin de la Rada contre le russe s'ajoute aux réhabilitations des collaborateurs des envahisseurs nazis pour pousser la population dans les bras des nationalistes russes.

Le 27 février, Aksionov est nommé Premier ministre de la Crimée alors que son parti avait obtenu 4 % dans la péninsule aux élections de 2010. Le même jour, des troupes cagoulées et aux uniformes dépourvus de signe distinctif s'emparent des deux aéroports de la Crimée (Simferopol et Sébastopol). Le 2 mars, l'armée russe camouflée achève la conquête de la Crimée, sans grande résistance. Les entreprises deviennent russes. La flotte militaire de l'Ukraine tombe dans les mains de la marine russe.

Il va de soi que la prise de contrôle de la Crimée avait été préparée à l'avance... dès qu'il est devenu clair que le régime d'Ianoukovitch allait perdre le pouvoir... La nouvelle direction ukrainienne était impuissante. Au cours des années précédentes, les structures militaires ukrainiennes avaient été complètement infiltrées par nos agents et sympathisants... La trahison au sommet du commandement ukrainien a été massive. (Pavel Felgengauer, Politique internationale n° 145, hiver 2014-2015)

L'Union européenne et les États-Unis protestent vivement, mais la Chine fait bloc avec la Russie.

En théorie, les incursions de la Russie en Ukraine et sa prise de la Crimée violent deux de principes solennels de la politique étrangère de la Chine : non-intervention dans les autres États et séparatisme de toute sorte. Mais la Chine s'est abstenue lors du vote sur les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant la Russie, tandis que les médias chinois soutenaient ouvertement la Russie. (The Economist, 9 mai 2015)

Le 6 mars, l'Union européenne décide une première série de sanctions contre la Russie. Le 11 mars, le parlement de Crimée vote, à l'unanimité moins une voix, le rattachement à la Russie. Le 15 mars, plusieurs dizaines de milliers de manifestants protestent à Moscou. Le 18 mars, un référendum est organisé par les agents de Poutine, sous le contrôle de l'armée impérialiste.

Les affiches annonçant le référendum portent sur deux signes : une croix gammée et un drapeau russe. C'est ainsi qu'elles résument l'alternative offerte aux habitants de Crimée. Le référendum se déroule sans observateurs internationaux, si ce n'est des émissaires de toute l'extrême-droite, dont le Français Aymeric Chauprade, futur député européen Front national. (Alain Guillemoles, Ukraine, le réveil d'une nation, 2015, Les Petits matins, p. 147)

Les bureaux de vote sont pleins et 96,8 % des votants ratifient le rattachement à la Russie. Mais les Tatars (12 % de la population) et les Ukrainiens (24 %) ne participent guère au scrutin. Avec l'Arménie, l'Afghanistan, la Biélorussie, la Corée du nord, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Syrie et le Venezuela, la Russie entérine le résultat.

Tout en Crimée évoque notre histoire et notre fierté communes. C'est l'emplacement de l'ancienne Chersonèse Taurique, où le Grand-prince Vladimir Ier a été baptisé. Son exploit spirituel, à savoir l'adoption du christianisme orthodoxe, a prédéterminé la base globale de la culture, de la civilisation et des valeurs humaines qui unissent les peuples de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Les tombes des soldats russes dont la bravoure a permis l'intégration de la Crimée à l'Empire russe se trouvent également en Crimée. (Vladimir Poutine, Discours aux corps constitués, 18 mars 2014)

Le chauvin grand-russe trafique l'histoire. La Crimée a hébergé 20 peuples. La durée de la présence des Grecs (23 siècles) et celle des Tatars (7) l'emportent largement sur celle des Russes (2). Les Russes n'ont représenté une majorité relative qu'au milieu du 19^e siècle et une majorité absolue qu'à partir de 1944 avec la déportation stalinienne.

Les habitants de la Crimée ont pris l'habitude de jongler avec leurs anciens documents ukrainiens et les russes, nouveaux, qu'ils ont acquis. Beaucoup, d'ailleurs, répugnent à ses définir selon l'une ou l'autre nationalité. (Le Monde, 15 mars 2015)

Le président russe, outre son hommage à la religion et au tsarisme, met en cause l'existence même de l'Ukraine telle qu'elle a émergée de la révolution et de la guerre civile.

Après la Révolution, les bolcheviks, pour diverses raisons –que Dieu les juge– ont ajouté de grandes sections du Sud historique de la Russie à la République d'Ukraine. Cela a été fait sans tenir compte de la composition ethnique de la population, et aujourd'hui, ces zones forment le Sud-Est de l'Ukraine. (Vladimir Poutine, Discours aux corps constitués, 18 mars 2014)

Les pensions de retraites sont augmentées, mais la coupure d'avec le reste de l'Ukraine fait bondir les prix (l'inflation atteint 40 % début 2015).

Quoiqu'en disent en France le PCF et ses satellites, l'annexion de la Crimée par la Russie n'a rien à voir avec le droit des peuples, surtout de la part d'un État qui a écrasé la Tchétchénie à deux reprises en moins d'un quart de siècle. Elle évoque plutôt les manœuvres de l'Allemagne impérialiste des années 1930 pour affaiblir la Tchécoslovaquie et la Pologne en utilisant leur minorité allemande. Le départ massif de ceux qui se sentent en danger et le sort de la minorité tatar semblent le confirmer.

Le Mejliss, l'assemblée représentative des Tatars de Crimée est empêchée de se réunir. Son président, Refat Tchoubarov, s'est vu interdire l'entrée de la péninsule pour une durée de cinq ans... Pis, sept Tatars ont « disparu » depuis le mois de mars. (Le Monde, 8 novembre 2014)

Le 1^{er} avril 2015, la chaîne de télévision tatar (ATR) cesse d'émettre.

2014 : LA RUSSIE ET LES ÉTATS-UNIS POUSSENT À LA GUERRE CIVILE

Le 21 mars, l'UE et le gouvernement provisoire de Kiev signent l'accord d'association. Le 1^{er} avril, Gazprom annonce l'augmentation d'un tiers du prix du gaz fourni à l'Ukraine.

Dans le sud et l'est, les manifestations pro-Russie organisées par le Parti des régions (la couverture d'une fraction des capitalistes) avaient jusqu'alors été maigres. La région du Donbass concentre une large partie la production d'acier et des mines de charbon du pays. Elle contribuait en 2013 à 16 % du

PIB et un quart des exportations. En mars, les séparatistes y prennent les armes. Le 6 avril, ils s'emparent des sièges des gouvernements régionaux à Donetsk, Kharkiv et Lougansk. Ils proclament la République populaire de Donetsk et celle de Lougansk.

L'État russe les appuie militairement : de l'armement de plus en plus sophistiqué et des volontaires parviennent au Donbass à partir de février 2014. Le journal russe *Novaya Gazeta* a révélé en détail la filière qui est organisée avec l'aide de l'appareil d'État.

*À travers la frontière devenue poreuse se déverse un flot de plus en plus important de combattants... En Russie, des agents recruteurs sont payés pour les trouver. Ils se rendent auprès des associations d'anciens militaires, à la recherche d'hommes ayant déjà une expérience... Une fois qu'ils ont signé un contrat devant un officier du FSB, le service de sécurité russe, les volontaires reçoivent un billet de train pour se rendre à Rostov. Ils voyagent en civil, individuellement. Accueillis à la gare, ils sont conduits dans un centre d'entraînement... « Tu dois remettre ton téléphone portable, pour que rien ne puisse t'identifier, et tu passes la frontière. Des convois partent quasiment tous les jours », raconte une de ces recrues. (Alain Guillemoles, *Ukraine, le réveil d'une nation*, 2015, Les Petits matins, p. 185-186)*

Toutes les bandes séparatistes, alors très divisées, affichent cependant le même oriflamme : orange et noir, celui de l'ordre impérial et militaire de St Georges fondé par la tsarine Catherine II en 1769, supprimé par Lénine en 1918, revitalisé par Staline en 1943 pour mener la « grande guerre patriotique », devenu symbole d'allégeance à Poutine depuis 2005. À l'origine, les chefs séparatistes sont surtout des mafieux, des capitalistes et des nationalistes russes, incluant des fascistes.



Le logo du bataillon Azov. Elle publie le 14 novembre 2014 une entrevue avec Zaverukah, du bataillon Aidar ; à droite, une page Facebook explicite de la fasciste.



Le gouvernement de Kiev, avec le soutien, entre autres, du gouvernement français PS-PRG, répond à l'inquiétude des russophones et de la population de la partie la plus industrialisée du pays par la guerre.

Le 13 avril, il lance une « opération antiterroriste » avec l'armée régulière et des forces paramilitaires dont le bataillon Donbass, le bataillon Dnipro (comprenant des mercenaires américains et des fascistes de PS), le bataillon Aidar (un mélange de bandits et de fascistes), le bataillon Djokhar Doudaïev (composé d'islamistes tchétchènes), la Légion géorgienne (un nom repris de supplétifs géorgiens de l'armée allemande de 1941), le bataillon Azov (composé de nazis de plusieurs pays), le bataillon OUN, le bataillon PS...

Du côté de Kiev, le pouvoir a les plus grandes difficultés à contrôler les bataillons privés, une trentaine à ce jour, qui sont financés par les oligarques, notamment I. Kolomoisky et S. Taruta... La situation a échappé au contrôle de Kiev et Amnesty International s'alarme aujourd'hui des crimes de guerre de ces troupes. Par ailleurs, ces volontaires se réclament d'opinions pronazies et antisémites, ce qui est extrêmement dangereux pour l'image de l'Ukraine, car cela nourrit la propagande russe. En résumé : si Maïdan n'était clairement pas un nid néonazi, ces bataillons le sont très probablement. (Crédit agricole, Perspectives n° 150, 7 mai 2015)

Le 24 avril, des blindés de l'armée ukrainienne entrent dans Sloviansk. Le 2 mai, à Odessa, des dizaines de civils pro-russes sont victimes des nationalistes ukrainiens.

Le 11 mai, les nationalistes russes organisent des référendums pour ratifier « l'indépendance » des régions de Donetsk et Lougansk. Le 25 mai, les élections présidentielles organisées par le gouvernement de Kiev donnent l'oligarque Petro Porochenko vainqueur dès le premier tour. S'ensuit une trêve de courte durée. Poutine accuse les États-Unis d'avoir poussé Porochenko à la reprise des opérations en juin. Le 24 juin, les dirigeants des républiques de Donetsk et de Louhansk annoncent la fusion sous le nom d'Union des républiques populaires (Nouvelle Russie). Le 17 juillet, les séparatistes (les seuls à utiliser de l'armement anti-aérien) abattent un avion civil avec un lance-missile Buk SA-11 fourni par la Russie. Tout l'été, ils reculent.

Moscou purge la République populaire. Les aventuriers sont remplacés par des politiciens plus fiables et plus obéissants au gouvernement russe. Fin août, l'armée russe secourt directement les « républiques populaires », en engageant des milliers de soldats, des blindés et des drones.

Seule l'intervention des Russes a sauvé les séparatistes de l'anéantissement... Nous [l'armée russe], possédons des drones, l'Ukraine non... Les conséquences ont été dramatiques pour l'armée ukrainienne. Jour et nuit, les drones munis de caméras infrarouges transmettaient l'information en temps réel à des unités équipées de lance-roquettes multiples.

Les tirs précis qui s'ensuivaient détruisaient rapidement une unité ukrainienne après l'autre. (Pavel Felgengauer, Politique internationale n° 145, hiver 2014-2015)

Les forces russes envoyées en Ukraine ne reposent plus seulement sur des volontaires.

La Russie envoie d'importants renforts... Cette présence de troupes russes est attestée par l'Otan, qui diffuse des photographies aériennes. Elle est confirmée par le témoignage de deux journalistes britanniques, Shaun Walker, du Guardian, et Roland Oliphant, du Telegraph... Le 14 août, ils aperçoivent un convoi de vingt-trois véhicules blindés... Cette présence est également confirmée par le Comité des mères de soldats, en Russie... (Alain Guillemoles, Ukraine, le réveil d'une nation, 2015, Les Petits matins, p. 201)

Le 5 septembre 2014, un nouveau cessez-le-feu est conclu à Minsk. Le 16, l'accord d'association UE-Ukraine est ratifié par le Parlement européen et la Rada. Le 21 octobre, HRW révèle que l'armée ukrainienne a utilisé des bombes à sous-munition à Donetsk.

Les séparatistes organisent des élections. Parmi les observateurs, comme lors de référendum en Crimée, des représentants de partis fascistes et xénophobes venus de toute l'Europe, dont le député européen FN Jean-Luc Schaffhauser.

Le 26 octobre, des élections législatives se tiennent en Ukraine. Les deux coalitions gagnantes sont, d'une part, le NarodnyiFront (Front populaire) une scission de Batkivchtchyna dirigée par Iatseniouk ; d'autre part, le Blok Petra Porochenka (Bloc du président Petro Porochenko formé de Solidarnist et de l'UDAR). Le Parti « communiste » KPU reçoit moins de 3,9 % des voix. Svoboda n'obtient que 1,3 % des suffrages et Praviy Sektor 0,2 % ; les deux partis fascistes ne font pas partie du nouveau gouvernement dont le premier ministre est Iatseniouk.

Le 30 octobre, la Russie reprend ses livraisons de gaz à l'Ukraine. Le 2 novembre, les Républiques populaires de l'est élisent leur président : Zakhartchenko à Donetsk, Plotniski à Lougansk, reconnus par Moscou. Le 25 novembre, après bien des tergiversations, le gouvernement français annonce qu'il ne livrera pas les deux porte-hélicoptères commandés par la marine russe. Le 23 décembre, la Rada demande l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Le 24 janvier 2015, les séparatistes bombardent Marioupol (Donbass) qui compte un demi-million d'habitants. Le 5 février, le secrétaire d'État américain Kerry déclare que le président Obama va examiner la vente d'armes performantes à l'Ukraine. Depuis 2013, l'impérialisme américain est plus boute-feu que l'impérialisme allemand et que l'impérialisme français, qui entretiennent des relations économiques significatives avec la Russie. Le 11 février, sous l'égide de Hollande et Merkel, un nouveau cessez-le-feu est conclu (« Minsk 2 »).

Alors que la guerre en Ukraine orientale reprenait un caractère offensif en janvier, les seconds accords de Minsk apparaissent comme le fruit d'efforts diplomatiques entrepris in extremis. Il aura fallu tout le poids du couple franco-allemand pour offrir une nouvelle chance à la paix. L'évocation par Washington début février d'une possible livraison d'armes sophistiquées aux Ukrainiens a conduit Paris et Berlin à lancer une initiative au plus haut niveau afin de repousser un risque d'escalade militaire avec la Russie. (Igor Delanoë, Le Monde diplomatique, mars 2015)

Le 27 février 2015, Boris Nemtsov, un ancien ministre d'Eltsine qui s'oppose à la guerre en Ukraine, est assassiné à Moscou. Le 1^{er} mars, 8 000 manifestants protestent à Moscou. Le 5 mars, le professeur Andrey Zubov qui ose comparer la méthode de Poutine avec celle d'Hitler (instrumentaliser en 1938 la minorité allemandes des Sudètes) est limogé de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou. Le 11 mars 2014, le FMI accepte de prêter 16,5 milliards d'euros à l'État ukrainien car il s'engage à saigner les masses.

C'est un volet d'un plan plus vaste de 40 milliards de dollars. L'institution avait donné, en février, son accord préliminaire, à condition que Kiev mène à bien des réformes économiques. Le Parlement ukrainien a depuis adopté des mesures drastiques comme le triplement du prix du gaz et des réductions du montant des retraites. (Les Échos, 12 mars 2015)

NI LES MANIFESTATIONS DE MAIDAN, NI LA SÉCESSION DU DONBASS NE CONSTITUENT UNE RÉVOLUTION SOCIALE

Poutine réussit à empêcher l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, mais l'effet des sanctions s'ajoute à la baisse du prix du pétrole et du gaz pour plonger l'économie en récession. L'armée ukrainienne peut vaincre les bandes séparatistes, mais pas triompher de l'armée russe. L'armée russe peut battre l'armée ukrainienne, mais serait défaite par l'armée américaine. Le conflit risque donc de s'éterniser et même d'échapper au contrôle des puissances impérialistes qui l'entretiennent.

Lénine s'était prononcé en 1917 pour l'indépendance de l'Ukraine, de même Trotsky en 1939. Les communistes internationalistes sont pour le droit à la séparation des nations opprimées dans le but d'unir les travailleurs et ainsi faciliter la révolution sociale, non parce que la séparation effective serait une solution progressiste.

Nous ne sommes pas partisans des petits États. Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes, les « leurs » et ceux de tous les pays en général. C'est justement pour que cette union soit une union librement consentie que l'ouvrier russe, ne se fiant pas une minute, en rien, ni à la bourgeoisie russe, ni à la bourgeoisie ukrainienne, est actuellement partisan du droit de séparation des

Ukrainiens, ne voulant pas imposer à ceux-ci son amitié, mais gagner la leur en les traitant comme des égaux, comme des alliés, comme des frères dans la lutte pour le socialisme. (Vladimir Lénine, « L'Ukraine », 28 juin 1917, Œuvres t. 25, p. 91)

L'indépendance des petites nations au sein d'un capitalisme en déclin et d'un monde dominé par les puissances impérialistes est une fiction. Par exemple, la séparation, heureusement pacifique, entre la Tchéquie et la Slovaquie ont rendu les deux nouvelles entités affaiblies dans à l'UE, plus vulnérables devant la puissante voisine allemande qui s'est, elle, renforcée de l'unification RFA-RDA. En outre, la création d'un nouvel État bourgeois se fait souvent au détriment des minorités nationales.

En Russie, en Ukraine et en Crimée, plusieurs peuples se côtoient. De nombreux citoyens russes ont des origines ukrainiennes. À cause de l'histoire, une grande partie des Ukrainiens ethniques se méfie de la Russie, la plupart non par rejet de la culture et de la langue russes, mais crainte de la domination d'un puissant voisin. Poutine a ravivé le sentiment national en faisant pression sur le gouvernement Ianoukovitch, en annexant la Crimée, en soutenant politiquement et militairement les séparatistes du Donbass. Une partie importante des habitants de l'Ukraine comprend et parle le russe, dont certains se sentent russes. L'immixtion de politiciens bourgeois américains et ouest-européens dans les manifestations de la place Maidan, la coloration fasciste grandissante de la protestation, la volonté de la Rada de s'en prendre à la langue russe, la présence de bandéristes au gouvernement provisoire, la réponse militaire aux manœuvres séparatistes, l'intégration des bandes fascistes à l'armée ukrainienne ont forcément alimenté le sentiment national russe. À cause de l'histoire, la minorité tatare, tout en parlant russe, se méfie de la domination grand-russe et préfère que la Crimée soit rattachée à l'Ukraine plutôt qu'à la Russie. L'intrusion des services secrets et de l'armée russes dans la péninsule, l'annexion à la Russie, la persécution qui s'en est suivie suscitent l'opposition de cette minorité nationale à l'État russe.

Par son comportement au sud-est comme à l'ouest et au centre du pays, la bourgeoisie tout entière de l'Ukraine a fait faillite. Kiev n'a pas connu une révolution place Maidan en 2013, comme l'ont annoncé nombre d'opportunistes : en France : NPA, groupe La Commune, etc. ; à l'échelle internationale, tout le révisionnisme pabliste (variante Mandel ou Moreno).

L'avenir de la révolution ukrainienne est confronté à l'offensive contre-révolutionnaire du gouvernement réactionnaire russe de Vladimir Poutine, lequel, avec la chute de Ianoukovitch sous les coups de la mobilisation révolutionnaire des masses, a subi une défaite... Comme nous le savons, immédiatement après cette première victoire de la révolution, le gouvernement de Poutine débuta une agression militaire contre la sou-

veraineté ukrainienne... L'unique issue pour que le processus révolutionnaire se poursuive, en s'appuyant sur l'énorme victoire d'avoir chassé Ianoukovitch, est la reprise des manifestations et occupations de places et édifices publics. (LIT-QI, Los revolucionarios ante el referéndum en Crimea, 14 mars 2014)

Il n'y a pas eu non plus en Crimée et au Donbass un soulèvement spontané d'une minorité nationale en 2014 contre un pouvoir fasciste, auquel Poutine aurait apporté une aide généreuse, comme le prétendent les cryptostaliniens (aux États-Unis : la SL ; en France : le PdG, La Riposte...).

Les ports de Crimée sont vitaux pour la sécurité de la Russie, il est absolument prévisible que les Russes ne se laisseront pas faire, ils sont en train de prendre des mesures de protection contre un pouvoir put-schiste aventurier... (Jean-Luc Mélenchon, 1^{er} mars 2014)

Nous avons soutenu l'intervention militaire russe en Crimée qui a permis à la population de ce territoire d'exercer son droit à l'autodétermination. (Workers Vanguard n° 1046, 16 mai 2014)

La L5I (dont la principale organisation est WP de Grande-Bretagne et dont les partisans, en France, ont rejoint le NPA) avait 1994 refusé de condamner l'intervention militaire occidentale contre la Serbie. Elle tombe dans la déviation inverse en soutenant l'annexion de la Crimée et les séparatistes du Donbass.

La question d'établir des autorités capables de défendre les citoyens de l'Est était un impératif tactique... Ainsi, la formation de groupes armée, largement tirés des ex-militaires et l'occupation des bâtiments administratifs, des postes de police et des arsenaux était pleinement justifiée et, à dire vrai, indispensable... En dépit des motifs et de la composition des milices qui ont été formées (par exemple, anciens de l'armée et des unités de police Berkut, et même en dépit des chauvins panslavistes ou pro-russes), leur résistance armée est à la fois justifiée et nécessaire. (L5I, Counter-revolution and Resistance in Ukraine, 15 mai 2014, p. 5)

La L5I avait estimé, il y a 10 ans, que le Forum social mondial était une « organisation de la classe ouvrière » et pouvait mener « des luttes nationales, démocratiques et sociales », et aussi que le gouvernement bourgeois de front populaire (PCdoB-PCB-PT-PL-PMDB) pouvait, sous une pression suffisante, « affronter le capitalisme brésilien » (*Fifth International* n°2, mai 2004). Maintenant, elle envisage que les marionnettes de l'impérialisme russe se transforment en un gouvernement ouvrier pour tout le pays.

Un gouvernement ouvrier, démarrant dans l'Est et dans le Sud, sera capable d'avancer un programme pour réorganiser le système poli-

tique et social du pays tout entier. La République du Donetsk a appelé à la renationalisation des entreprises des oligarques. (L51, Counter-revolution and Resistance in Ukraine, 15 mai 2014, p. 5)

Et pourquoi pas transformer le plomb en or ?

Donetsk est le lieu de naissance et le cœur des affaires de Rinat Akhmetov, le plus riche des oligarques d'Ukraine. L'été dernier [2014], les rebelles menacèrent de nationaliser son patrimoine, des mines de charbon et ses aciéries. Pour finir, ils n'en firent rien. (The New York Review of Books, 7 mai 2015)

Le président de la République populaire de Donetsk, Zakharchenko, est lui-même un capitaliste.

Au cœur de l'été, les très -trop?- moscovites Alexander Borodai, vice-premier ministre et Igor Guirkine, ministre de la Défense, ont repris le chemin de la Russie, remplacés par un ingénieur en mécanique de Donetsk devenu businessman, à la couleur plus locale. (Le Figaro, 31 octobre 2014)

Le démembrement du pays et la guerre interethnique sont dues, avant tout, au heurt des appétits impérialistes antagoniques. Dans de telles circonstances, aucun protagoniste ne peut être soutenu.

Pendant un certain temps, deux gouvernements ont lutté en Norvège l'un contre l'autre : celui des nazis norvégiens, sous la protection des armées allemandes, au Sud, et le vieux gouvernement social-démocrate, avec son roi, au Nord. Les travailleurs norvégiens devaient-ils soutenir le camp « démocratique » contre le camp fasciste ? Par analogie avec l'Espagne, il faudrait au premier regard répondre : oui. Mais cela aurait, en réalité, constitué une faute très grave. En Espagne, il s'agissait d'une guerre civile en tant que telle ; l'intervention des puissances impérialistes extérieures avait, malgré toute sa signification, un caractère secondaire. En Norvège, il s'agit du heurt direct et immédiat de deux camps impérialistes, dont les gouvernements norvégiens en lutte ne sont que des instruments auxiliaires. Dans l'arène mondiale, nous ne soutenons ni le camp des Alliés ni celui de l'Allemagne. Nous n'avons donc pas le moindre droit de soutenir l'un de leurs instruments temporaires à l'intérieur de la Norvège. (Lev Trotsky, « Bilan de l'expérience finlandaise », avril 1940, Œuvres t. 23, ILT, p. 286-287)

Nulle puissance impérialiste, de l'ouest comme de l'est, ne s'est immiscée dans les affaires de l'Ukraine pour défendre les droits d'un quelconque peuple. À cause de l'isolement de la révolution russe, de la dégénérescence de l'URSS, de l'écrasement par la bureaucratie stalinienne de la révolution politique (en Allemagne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne...), de la restauration capitaliste par la bureaucratie russe et ukrainienne, les fron-

tières se sont multipliées, les Églises orthodoxes ont été financées et officialisées, les tsars et les fascistes ont été réhabilités, les puissances impérialistes s'affrontent par deux gouvernements interposés.

En Ukraine, des bourgeoisies étrangères ont utilisé et exaspéré les tensions nationales dans un pays où différentes ethnies vivaient en paix, comprenaient de mieux en mieux les autres langues, collaboraient au travail, se mariaient de plus en plus. Le démembrement d'un tel pays, les conflits ethniques sanglants, l'étouffement temporaire de la lutte des classes, le renforcement des chauvins et des fascistes en Ukraine et en Russie sont une catastrophe à laquelle les communistes ne sauraient s'associer d'aucune manière.

Les travailleurs tatars et ukrainiens de la Crimée, les travailleurs russes et ukrainiens du Donbass payent le prix fort de l'affrontement entre bandits impérialistes par cliques nationalistes interposées. Comme la Yougoslavie, l'Ukraine a éclaté au détriment des producteurs, mystifiés, paupérisés, déplacés, massacrés.

Deux années de récession, une base industrielle dévastée par un conflit qui a fait plus de 6 000 morts dans l'est du pays, une monnaie qui a perdu près de 70 % de sa valeur face au dollar depuis un an, une inflation proche de 35 %, une dette publique multipliée par deux en un an, des réserves de change représentant moins d'un mois d'importation et une activité quasi inexistante : l'économie ukrainienne est menacée d'effondrement et la population se débat dans d'immenses difficultés. (Le Monde, 14 mars 2015)

L'État ukrainien ne pourra pas plus que le grec rembourser ses créanciers.

Minée par les problèmes structurels avant d'entrer en conflit avec les rebelles prorusses, l'Ukraine s'est trouvée amputée de son poumon industriel, à l'est. (Le Monde, 8 août 2015)

POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE AFIN D'EN FINIR AVEC LA GUERRE INTERETHNIQUE ET L'IMMIXTION DES IMPÉRIALISTES

Ménager les minorités, respecter toutes les langues, renouer les solidarités, défendre la démocratie ne peut être l'œuvre que de la classe des travailleurs salariés qui s'est fait doublement flouer, comme exploités et comme citoyens ukrainiens. Les travailleurs d'Ukraine et du reste du monde ne peuvent faire confiance à l'ONU qui est aux mains des mêmes bandits impérialistes, comme leur conseille la « 4^e Internationale » pabliste (celle du NPA).

Nous soutenons tous les efforts pour un cessez-le-feu avec un contrôle international nécessaire pour le contrôler, contre toute offensive militaire. Le déploiement de casques bleus de l'ONU venant de parties non impliquées dans ce conflit pourrait être nécessaire. (Inprecor n° 612, février 2015)

Ils n'ont pas à choisir entre le gouvernement de Kiev et celui de Donetsk-Lougansk.

Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux ! (Lev Trotsky, « La Question ukrainienne », avril 1939, *Œuvres* t. 21, ILT, p. 130)

Les héritiers du stalinisme et les centristes ne prennent pas ce chemin, car ils sont incapables de s'émanciper du capital et des puissances impérialistes qui écartèlent le pays.

Sur place, deux formations cautionnent l'intervention impérialiste russe : le KPU (Parti communiste ukrainien) soutenu par le PCF ; Borotba (Lutte) soutenue par Syriza, Die Linke, la « 4^e Internationale » healyste, la TMI grantiste...

Une autre cautionne l'immixtion de l'UE et des États-Unis, tout en défendant le parlementarisme bourgeois : Livoï Opozitsii (Opposition de gauche), soutenue par la « 4^e Internationale » pabliste-mandélienne.

Les travailleurs des villes et des campagnes d'Ukraine doivent refuser d'avoir à choisir entre l'Union européenne et l'Union économique eurasiatique, repousser tous les nationalismes, s'émanciper de tous les oligarques et de tous les partis bourgeois, s'unir dans des conseils démocratiques, renverser tous les gouvernements bellicistes (celui de Kiev, celui de Donetsk-Lougansk), les remplacer par leur propre gouvernement basé sur les conseils. Le prolétariat doit pour cela disposer d'un instrument, d'une expression politique, donc bâtir son propre parti dans tout le pays.

À son programme, les revendications démocratiques conséquentes (le droit à la séparation de la Crimée et du Donbass, le respect des langues et des minorités, la séparation de l'État et de la religion...), le désarmement des bandes fascistes de toutes obédiences, les revendications transitoires, le démantèlement de l'État bourgeois, l'expropriation des groupes capitalistes nationaux et étrangers, la planification sous le contrôle de la population...

Pour éviter la catastrophe, il faut étrangler l'impérialisme. Toute autre méthode est une fiction, une illusion, un mensonge. (Lev Trotsky, « Une leçon toute fraîche », 1938, *Œuvres* t. 19, ILT, p. 60)

Un vrai parti ouvrier d'Ukraine ne peut être que révolutionnaire et partie prenante d'une internationale car les travailleurs doivent renverser leur bourgeoisie, se lier aux travailleurs des pays voisins, d'Europe de l'ouest et des États-Unis pour empêcher toute intervention impérialiste, dissoudre les frontières et ouvrir la voie du socialisme-communisme mondial.

La tâche du prolétariat européen n'est pas d'éterniser les frontières, mais de les supprimer par la révolution. Statu quo ? Non ! États-Unis socialistes d'Europe ! (Lev Trotsky, *La Révolution trahie*, 1936, Minuit, p. 156)

20 aout 2015



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste

[section française du Collectif révolution permanente]

Abonnement 12 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : groupemarxiste.info

Site du CoReP en plusieurs langues :
revolucionpermanente.com

Für Rätemacht und Revolution!

KLASSENKAMPF

KRETA CIRKLO

CERCLE DE GUIX CIRCULO DE TIZA

Socialismo
ou
barbareco





Cette étude examine les racines historiques de la dislocation de l'Ukraine en 2013-2014 sous la pression contradictoire des impérialismes occidentaux et russe.

Elle retrace la domination russe et autrichienne de la fin du 19^e siècle, le triple pouvoir au moment de la révolution de 1917, la collusion des nationalistes ukrainiens avec les puissances impérialistes, la création de la République socialiste d'Ukraine par le pouvoir des soviets, les conséquences désastreuses de la conquête du pouvoir par la bureaucratie russe chauvine, la prise de position pour l'indépendance de Trotsky, l'invasion nazie, la complicité des fascistes ukrainiens avec l'hitlérisme, l'écèlement de l'URSS.

En 1991, l'Ukraine devient indépendante. Mais les moyens de production et le pouvoir politique passent aux mains de cliques d'oligarques. Cette nouvelle bourgeoisie est tiraillée entre les États-Unis et l'Union européenne d'une part, la Russie voisine de l'autre. Si l'Allemagne domine économiquement l'Europe, la Russie dispose, outre des ressources en énergie, de la supériorité militaire, incluant des bases dans la péninsule de Crimée. À l'automne 2013, le président Ianoukovitch signe un accord avec la Russie plutôt que de poursuivre la négociation avec l'UE qui lui imposait des conditions plus drastiques. Des manifestations importantes de protestation ont lieu sur la place Maidan de Kiev. Des politiciens bourgeois américains et allemands y appellent ouvertement au renversement du président. Celui-ci fait tirer sur la foule. Les groupes fascistes ukrainiens prennent le contrôle des manifestations et le président est exfiltré par les services secrets russes.

Trois questions nationales se mêlent : l'oppression historique des Ukrainiens, celle des russophones dans l'État bourgeois ukrainien, celle des Tatars par les Russes. L'impérialisme russe, à l'initiative de Poutine, pousse les oligarques et les nationalistes russes à la rébellion, en prétendant que le fascisme a pris le pouvoir à Kiev. Le gouvernement russe envoie le FSB et l'armée les renforcer. L'État russe, après un référendum boycotté par les minorités tatar et ukrainophone de la péninsule, annexe la Crimée en mars 2014. Poutine pousse aussi les nationalistes russes à s'emparer du Donbass, ce qu'ils réussissent en partie à faire.

L'écèlement de l'Ukraine sur le dos de toute sa population est une nouvelle expression de la tendance réactionnaire du capitalisme tardif, qui a déjà causé deux guerres mondiales, plusieurs crises économiques mondiales, de multiples guerres coloniales et de sanglantes guerres ethniques, y compris en Europe. Pour y mettre fin, le prolétariat devra prendre le pouvoir et ouvrir la voie du socialisme mondial.